



REPUBLIQUE DU BENIN



INITIATIVE **1000 JOURS** POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

INITIATIVE 1000 JOURS
POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

AVANT PROPOS

Depuis 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) constituent le cadre de planification et de programmation des politiques publiques de développement au niveau mondial. A ce jour, le bilan fait dans beaucoup de pays dont le Bénin révèle des résultats mitigés. De ce fait, la communauté internationale se préoccupe de l'accélération des progrès vers les cibles fixées pour 2015. Au Bénin, le parcours vers 2015 est encore parsemé de contraintes et les défis à relever au titre des performances sont à la fois d'ordre général et spécifique à chacun des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Face à cette situation, le Système des Nations Unies, à travers l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, a invité les pays à s'inscrire dans « l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD », en redoublant d'efforts particulièrement au cours du triennal 2013, 2014 et 2015, afin d'approcher significativement les cibles des OMD encore à la traîne.

Le Gouvernement de la République du Bénin, reconnaissant le rôle important que les engagements internationaux comme ceux de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 sur les OMD ont joué dans les progrès sociaux réalisés au Bénin, et soucieux de bien parachever l'œuvre commencée, se fait le devoir de concrétiser cette initiative salubre pour la grande majorité des populations.

A cet égard, mon Gouvernement a travaillé à l'élaboration de cette Feuille de route qui va servir de guide à l'action publique d'ici à 2015 en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs.

Le Gouvernement du Bénin saisit cette opportunité pour présenter toutes ses félicitations à tous ceux qui se sont investis dans l'élaboration de ce document. Le Gouvernement salue les efforts consentis par l'ensemble du Système des Nations Unies au Bénin et particulièrement à son Coordonnateur Résident dont le soutien a permis de réaliser la présente œuvre. Par ailleurs, le Gouvernement exprime sa sincère gratitude à tous les Partenaires Techniques et Financiers pour leurs appuis soutenus et les exhorte à s'engager avec encore plus de détermination pour assurer et garantir la mise en œuvre efficace du Plan d'actions. Enfin, il exhorte tous les acteurs nationaux et internationaux du développement à s'impliquer activement pour sa mise en œuvre au bénéfice des populations.

**Le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement**

Dr Boni YAYI

INTRODUCTION

En 2012, l'Indice de développement humain du Bénin a été estimé à 0,436, en évolution par rapport à l'année 1980 où il se situait à 0,252. En dépit de cette évolution, les progrès vers les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont lents et la situation varie selon les objectifs.

Concernant l'OMD n°1 relatif à la réduction de la pauvreté et de la faim, les progrès enregistrés ne sont pas à la hauteur des attentes étant donné que la pauvreté monétaire touche encore plus de 36% de la population béninoise. Le Bénin fait également face aux problèmes d'inégalité en matière de pauvreté, de faim et d'insécurité alimentaire. En revanche, le pays a obtenu des progrès importants en matière d'accès à l'éducation primaire et si les tendances d'évolutions sont maintenues, il est probable que la cible OMD soit atteinte en 2015. Il reste que le système éducatif doit relever d'importants défis de qualité de l'enseignement, d'efficacité interne et externe, de maintien des enfants, notamment des filles, dans le cycle primaire et des possibilités d'achever le premier cycle de l'éducation secondaire.

En matière d'infrastructures socio-économiques, les défis sont immenses. Les infrastructures d'hygiène et d'assainissement de base sont insuffisantes. En outre, des problèmes environnementaux subsistent et le pays doit faire face aux changements climatiques. Concernant les infrastructures routières, en dépit des investissements louables réalisés dans les routes desservant les principaux pôles régionaux et urbains, l'évolution de la densité routière reste en deçà de la cible de 0,5Km/1000 habitants. Par manque de ressources, les pistes rurales ne sont pas régulièrement entretenues. Par ailleurs, les tendances actuelles en matière d'accès à l'énergie ne sont pas de nature à favoriser l'accélération de la croissance et l'accès aux autres sources d'énergies modernes et durables reste limité en raison de leur faible promotion.

L'accès à l'eau potable constitue le deuxième OMD pour lequel les tendances d'évolution au Bénin laissent penser que la cible pourra être atteinte en 2015. L'accès à l'eau potable des populations qui avoisine les 70% mérite d'être renforcé avec des interventions visant à corriger les disparités et les inégalités

entre les régions. De même, les indicateurs en matière de santé connaissent une évolution globalement satisfaisante. Au niveau national, le taux de mortalité infanto-juvénile (taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans) suit une tendance à la baisse. En matière de santé maternelle, des efforts appréciables ont été notés par rapport aux soins prénataux et la proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié s'est accrue. En dépit de ces efforts, l'évolution du taux de mortalité maternelle (410 décès pour cent mille naissances vivantes en 2011 contre 397 en 2006 et 498 en 1996) par rapport au sentier des OMD montre que l'objectif de 125 pour cent mille naissances vivantes serait difficilement atteint en 2015. S'agissant de la pandémie du VIH/SIDA, sa stabilisation devient une réalité progressive dans la mesure où le taux de prévalence nationale du VIH/SIDA est de 1,2% (1,4% chez les femmes et 1,0% chez les hommes) en 2011.

Au regard de cette situation et dans le cadre de l'Initiative 1 000 jours pour réaliser les OMD, le Gouvernement du Bénin entend mettre en œuvre les efforts nécessaires en vue d'accélérer les progrès vers les cibles OMD en 2015. C'est à cet effet que le présent Plan d'actions multisectoriels a été élaboré et validé. Il est assorti d'une Feuille de route qui permet de suivre et d'évaluer les actions et solutions accélératrices prévues.

1. Fondements du Plan d'actions

Le Plan d'actions multisectoriel tire son essence de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRPP) 2011-2015, du Programme d'Actions Prioritaires (PAP), des Politiques et Stratégies sectorielles, des Cadres d'Accélération des OMD (CAO) ainsi que de leurs supports budgétaires (Budgets programme - BPO, Cadre de Dépenses à Moyen Terme - CDMT). A partir de ces éléments, les matrices sectorielles ont été élaborées en utilisant la méthodologie établie par le Programme des Nations Unies pour le développement à savoir le CAO. A cet effet, des groupes de travail sectoriels/thématiques comprenant aussi bien des représentants des secteurs concernés que des cadres issus des

structures centrales des Ministères chargés du Développement, de l'Economie et des Finances, ont été mis en place. Au niveau méthodologique, le travail d'élaboration du Plan d'actions a été réalisé en 5 étapes :

- **Etape 1** : Faire une brève analyse diagnostique du secteur.
- **Etape 2** : Identification et priorisation des interventions. Il s'est agi, pour chaque groupe, de déterminer les interventions stratégiques requises pour atteindre les OMD.
- **Etape 3** : Identification et priorisation des goulots d'étranglement. Au regard des interventions jugées prioritaires, il est revenu à chaque groupe d'identifier et de prioriser les goulots d'étranglement, c'est-à-dire les obstacles/contraintes qui freinent la mise en œuvre des interventions identifiées à l'étape précédente dans le secteur.
- **Etape 4** : Identification des solutions accélératrices de progrès. Au regard des goulots identifiés, chaque groupe a été appelé à déterminer les solutions d'accélération coût/efficacité soutenables à moyen terme, incluant les expériences similaires et replicables d'autres pays pour les deux années 2014 et 2015.
- **Etape 5** : Planification de la mise en œuvre et le suivi-évaluation. Chaque secteur/groupe a enfin élaboré un Plan d'actions, sous la forme d'une matrice de mesure sur le biennal 2014-2015, permettant ainsi de guider l'action sur la période.

2. Priorisation des interventions accélératrices de progrès

L'un des aspects clefs du Plan d'actions, tel que prévu par la méthodologie d'élaboration du CAO, est la priorisation des interventions accélératrices de progrès. D'abord sur le choix des Ministères prioritaires, il s'est agi des secteurs qui sont en lien direct avec les cibles des OMD : Education primaire et secondaire, Santé maternelle et infantile, VIH-SIDA et Maladies prioritaires, Eau potable et Assainissement de base, Agriculture et lutte contre la Faim. En outre, les secteurs/domaines jugés indispensables pour soutenir la réalisation des OMD ont été retenus : Energie et Infrastructures routières. Sur cette base, 7 Ministères sont concernés par le Plan d'actions 2014-2015. Il s'agit de : Ministère

de la Santé, Ministère des Enseignements Maternel et Primaire, Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolière et Minière, de l'Eau et des Energies Renouvelables, Ministère des Travaux Publics et des Transports et Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme.

L'ensemble des secteurs soumis à l'exercice ont retenu une centaine d'interventions accélératrices. Celles-ci ont été retenues suivant trois critères : (1) lien direct avec la cible OMD et pertinence au regard de la situation actuelle de l'OMD, (2) réalisable sur les deux ans en tenant compte de l'élément coût-efficacité, (3) Activités/actions budgétisées dans le CDMT et dont le financement est quasiment acquis.

3. Coûts prévisionnels et financement du Plan d'actions

Le budget prévisionnel du Plan d'actions est estimé à près de **900 milliards FCFA** sur les deux ans. Ce volume de ressources financières est exclusivement destiné aux investissements et n'intègre pas les charges de fonctionnement courant qui sont déjà pris en compte par le Budget National.

Le montant des financements acquis (intentions de financement ou fonds mobilisés au budget national et auprès des PTFs) se chiffre à 646,9 milliards FCFF. Il se dégage ainsi un gap de l'ordre de **224 milliards FCFA** qu'il faudra mobiliser.

COÛT EN MILLIONS FCFA	2014	2015	TOTAL	FINANCEMENT ACQUIS	GAP
Education primaire (2013-2015)			295 830	283 897	11 933
Education secondaire et technique	9 388,706	10 515,775	19 904,481	6 328,52	13 575,961
Santé Maternelle	1 709	2 412	4 121	1 709	2 412
Santé Infantile	1 378	1 293	2 671	393	2 277
VIH/SIDA, Tuberculose et Paludisme	33 703	9 690	43 393,0	33 169	14 396
Routes et Transport	127 714,0	88 741,0	216 455,0	119 111,3	128 026,0
Agriculture et Lutte contre la faim	48 334,88	30 320	78 654,88	45 696,4	32 958,48
Environnement et cadre de vie	32660,25	23687	56 347,25	72 443,61	1 100
Eau-Assainissement	40 784	34 308	75 092	57 374	17 718
Energie	20 790	6 007	26 797	26 797	0
TOTAL	316 461,836	206 973,775	819 265,611	646 918,83	224 396,441

Source : Estimé sur la base des Politiques et Stratégies sectorielles, SCRP 2011-2015 et PAP

4. Conditions préalables pour la mise en œuvre du Plan d'actions

La mise en œuvre efficace du Plan d'actions pour l'obtention des résultats requiert un certain nombre de préalables. A part les goulots d'étranglements identifiés au niveau de chaque Ministère sectoriel et dont les solutions sont proposées dans le Plan d'actions sectoriels, trois conditions majeures méritent d'être remplies.

Premièrement : Il s'agit de la lourdeur administrative qui caractérise l'Administration publique et les problèmes de collaboration intersectorielle. La lenteur administrative s'entend comme celle touchant tous les compartiments de l'ensemble de la chaîne administrative et institutionnelle (élaboration et adoption d'actes administratifs décisionnels, institutionnels, financiers,

organisationnels, etc.). Il convient que la Haute Autorité instruisse tous les services à tous les niveaux afin qu'une attention particulière soit accordée à la mise en œuvre diligente des solutions inscrites au titre du Plan d'actions.

Deuxièmement : La deuxième condition préalable qu'il convient de remplir se rapporte à la lenteur dans l'ensemble des procédures de passation des marchés publics, au mépris des dispositions du Code des marchés publics. Un engagement volontariste de tous les acteurs qui interviennent dans la chaîne de passation des marchés publics est indispensable. A cet effet, les mesures essentielles à prendre doivent viser prioritairement à amener la Direction Nationale du Contrôle des Marchés publics (niveau central) et les Cellules de passation des marchés publics (niveaux ministériel et décentralisé) à faire respecter les délais prévus dans le Code des marchés publics. Sans dénier

l'importance du contrôle, la DNCP doit veiller à ce que le contrôle n'handicape pas la mise en œuvre efficace du Plan et ceci conformément aux délais prescrits par le Code des marchés publics.

Troisièmement : La sécurisation des ressources financières prévues au titre du Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), qu'elle soit d'origine interne ou externe. Pour garantir la bonne exécution des actions prévues sur le biennal, il conviendra que les arbitrages budgétaires qui précèdent les Lois de Finances allouent prioritairement les ressources aux actions inscrites dans le Plan d'actions. Parallèlement, les dispositions nécessaires doivent être prises pour concrétiser et garantir les intentions des bailleurs sur les deux prochaines années relativement aux actions retenues dans le présent Plan d'actions. En outre, les efforts doivent être accrus pour rechercher d'autres financements extérieurs et les mobiliser pour conforter la mise en œuvre efficace du Plan d'actions.

5. Mécanisme de suivi et d'évaluation

Le mécanisme de suivi et d'évaluation du Plan d'actions 2014-2015 pour l'accélération des progrès vers les cibles OMD sera déployé à deux niveaux.

Niveau sectoriel : Le suivi des interventions se fera au niveau des DPP, au moyen de leur mécanisme de suivi-évaluation sectoriel qui doit être désormais en lien avec celui-ci, afin de rendre efficace les activités de suivi et d'évaluation, aussi bien au niveau sectoriel qu'au niveau central. A cet effet, le processus de suivi des dépenses qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'actions visant l'accélération des OMD sera intégré dans le processus des revues sectorielles et constituera dès lors un point à inscrire à l'ordre du jour de toutes les revues sectorielles. Au total, ces dépenses feront l'objet d'un suivi trimestriel. Ainsi, le suivi budgétaire

se fera à partir du SIGFIP et le suivi des réalisations, à partir des indicateurs d'activités qui sont élaborés trimestriellement.

A court terme, les DPP des secteurs concernés doivent proposer un Tableau de bord de suivi des actions/solutions accélératrices proposées dans le Plan d'actions par secteur. C'est l'ensemble de ces Tableaux de bord sectoriels qui constituera la Feuille de route pour guider le suivi quotidien du Président de la République au cours des deux prochaines années.

Niveau central (voir tableau ci-après) : C'est le niveau central qui s'insère dans le dispositif de suivi-évaluation de la SCRP 2011-2015 et du PAP. Au niveau central, le suivi se fera à travers les structures centrales habituellement dédiées à cette mission : la CSPEF, l'OCS, la DGSPP et la DGB. A cet effet, la CSPEF veillera à l'inscription de ces interventions dans le PAP et au niveau des dépenses sociales prioritaires. La DGSPP veillera au suivi physique des interventions retenues et la DGB assurera le suivi budgétaire à travers le SIGFIP.

Ce premier niveau de suivi sera conforté par le rôle déterminant de la Direction Générale du Budget, aidée des DPP sectoriels, dans la traduction des solutions accélératrices dans le CDMT 2014-2016 en cours d'élaboration, et dans les budgets-programmes annuels de chaque ministère sectoriel. A cet effet, les interventions accélératrices retenues doivent être traduites suivant les lignes du budget classique en vue de permettre le suivi de ces dépenses à travers le SIGFIP. Ceci pourra se faire à l'instar de la bonne pratique en vigueur depuis quelques années au sujet des « Dépenses sociales prioritaires ». L'objectif du Gouvernement est d'assurer un taux d'exécution de 100% pour ces types de dépenses, quelle que soit la conjoncture et la régulation budgétaire opérée au cours de l'année.

MECANISME GLOBAL D'OPERATIONNALISATION POUR ATTEINDRE LES OMD EN 1000 JOURS AU BENIN

<i>Etapas</i>	<i>Activités</i>	<i>Acteurs</i>	<i>Démarche</i>	<i>Résultats</i>	<i>Echéance</i>
Adoption du Plan d'action par le Gouvernement	Restitution des résultats du Plan d'actions au Gouvernement	CAE, DGPD, DGSP, CSPEF, DGIFD, DGB PNUD/SNU, OCS	Séminaire gouvernemental élargi aux structures centrales	Le Plan d'actions est un repère de programmation budgétaire sur le biennal 2014-2015	Mi-Juin 2013
Appropriation par les acteurs sectoriels	Restitution aux Coordonnateurs de Projets, et gestionnaires de crédits	Ministres, DC, DPP, DRFM, DNCMP, CPMP, CF et CSE	Réunions et ateliers techniques au niveau sectoriel	Les Coordonnateurs de projet et autres gestionnaires de crédit se sont approprié les nouvelles priorités pour les dépenses publiques pour les deux prochaines années. Les indicateurs clés qui doivent permettre de justifier les progrès sont retenus de commun accord	Juillet 2013
Intégration des choix au CDMT et aux Budgets Programmes	Séances d'allocation de crédits au niveau sectoriels, organisation des revues techniques extraordinaires	DPP, Coordonnateurs de projet et responsables de structures	Programmations fondées sur les priorités en liaison avec le niveau actuel des indicateurs par rapport aux objectifs à atteindre	Les investissements prioritaires retenus ont été programmés dans les budgets programmes des ministères	Septembre 2013
Mise en œuvre	Priorisation et sécurisation des interventions retenues dans les activités quotidiennes des ministères	DPP, DGB, DGIFD, DRFM, CSPEF, CF, DNCMP, CPMP	Intégration des dépenses liées au plan d'actions aux dépenses sociales prioritaires du SIGFIP	Toutes les dépenses prévues dans le plan d'actions sont exécutées au cours de l'année	Permanent
Suivi à mi-parcours des réalisations	Transmission trimestrielle du point des réalisations financière et physique et analyse des progrès	DPP, DGB, DGIFD, DGPD, CSPEF, DGSP, OCS, DNCMP, CPMP, CF	Identification et suppression des goulots	Les contributions sont créées pour une mise en œuvre effective du plan d'actions	Permanent
Evaluation annuelle des progrès	Etude sur l'évolution des indicateurs	CAE/PR, DGPD, DGB, DGIFD, PNUD, DPP, OCS, CSPEF, BEPP	Etude comparative des progrès par rapport à 2013 et 2015.	Les éventualités pour l'atteinte des OMD sont connues et les ajustements nécessaires sont proposés.	Permanent
Analyse sectorielle des progrès	Analyse des progrès par secteurs et identification de nouveaux goulots d'étranglement	CAE, DGPD, DGSP, CSPEF, DGIFD, DGB PNUD, OCS, DNCMP, CPMP, CF	Actualisation du plan d'actions dans les secteurs qui sont à la traîne	Le plan d'actions est actualisé et mis en œuvre	Permanent

CADRE D'ACCELERATION DES OMD : SECTEUR ENERGIE

PLAN D'ACTIONS 2014-2015

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements prioritisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
Assurer une fourniture d'électricité fiable à tous les habitants des zones urbaines et périurbaines	1. Taux de couverture	Intervention A : Développement de l'électrification rurale	a.1. Difficulté de mobilisation de financement nécessaire pour l'électrification de 150 localités rurales au moins par an (35 à 40 milliards F CFA)	a.1.1. Réalisation d'une étude approfondie de concessions d'électrification rurale	180	180	BM	0	36	144		180	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM
Fournir un accès aux services énergétiques modernes (sous la forme d'énergie mécanique et d'électricité) à 60% environ des communautés rurales au niveau local				a.1.2 Mettre en place un cadre réglementaire approprié pour l'attribution des concessions d'électrification aux privés	PM							0	MERPMEDER, MDEAP, MEF
	2. Taux d'électrification		a.2. Absence d'études d'APD/DAO disponibles pour les travaux d'électrification rurale	a.2.1. Accélérer la réalisation des études d'APD de 200 localités rurales	960	960	FER	0	384	576		960	MERPMEDER MDEAP, MEF, FER
			a.3. Retard dans le calendrier d'exécution des projets d'électrification rurale	a.3.1. Réaliser dans le délai prévu les travaux d'électrification de 22 localités rurales (avenant 1 au Projet d'Electrification Rurale Phase 2)	700,95	700,95	FER	0	280,38	420,57		700,95	MERPMEDER FER, MEF

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
				a.3.2. Poursuivre et accélérer les travaux d'électrification de 105 localités rurales dans le cadre du Projet Facilité-Energie	13 184,7	5050,9	UE	0	331,721			331,721	MERPMEDER MEF, MDEAP, CE, GIZ, AFD
						5116,5	AFD					0	
						1443,1	GIZ			505,086		505,086	
						1574,2	BN					0	
				a.3.3. Poursuivre et accélérer les travaux d'électrification de 66 localités rurales	8316,165	8316,165	BIDC	0	2 699,328	866,078		3 565,406	MERPMEDER MEF MDEAP BIDC
				a.3.4. Accélérer la réalisation des études APD et réaliser dans les délais prévus les travaux d'électrification de 67 localités	10 000	10 000	BIDC	0		6 674,2	3 080,4	9 754,6	MERPMEDER MEF MDEAP BIDC
				a.3.5. Réaliser dans les délais prévus les travaux d'électrification des localités de Anandana, Gbéko, Bérubouay, Damè-Wagon, Gounarou et Singré	1 300	1 300	BN	0	700	600		1 300	MERPMEDER, MEF, MDEAP
				a.3.6. Réaliser dans les délais prévus l'électrification des localités Atchakpa, Gobé, Banigbé Lokossa, Makpéhogon, Adjagbo, Wèkèhonou, Glo-Tokpa, Nioro, Pénélan et Barikini, Minantinkpon	945,195	945,195	FER	0		945,195		945,195	MERPMEDER MEF, MDEAP, FER

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements prioritisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
				a.3.7 Réaliser dans les délais prévus l'électrification des localités de Akpikpi, Tanta, Hèvé-Houndjohoundji, Adovicodji, Kpassènoucodji, Gbéghanhoué, Todo, Tchonvi, Fifatin, Tori-Agonsa, Koura-Djato, Tadocomè-Hèyogbé et Lagbakada	797,81	797,81	FER	0		797,81		797,81	MERPMEDER MEF MDEAP, FER
			a.4. Manque de matériel de branchement pour le raccordement des abonnés	a.4.1. Prendre en compte, dans le montage des projets d'électrification, l'acquisition de kits de branchement des ménages au réseau de distribution comme c'est le cas des projets en cours	PM							0	MERPMEDER MEF MDEAP
		TOTAL Intervention A			35 244,82	35 244,82		0	4 011	10 809	3 080	17 901	

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
		Intervention B: Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	b.1 Vieillissement du réseau de distribution de la SBEE	b.1.1 Accélérer les travaux de renforcement du réseau de distribution de la SBEE dans une vingtaine de villes[15]	7 200	7 200	BM	0		4320	2 880	7 200	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM
			b.2. Retard dans le lotissement des zones péri-urbaines empêchant la SBEE d'étendre son réseau	b.2.1. Sensibiliser les élus locaux aux fins d'accélérer le lotissement des zones péri-urbaines	PM			0					MERPMEDER MEF, MDEAP, MIC
			b.3 Manque de matériel de branchement pour le raccordement des abonnés de la SBEE	b.3.1. Accélérer le processus d'acquisition de 45 000 kits de branchement	5 450	5 450	BM	0		5 450		5 450	MERPMEDER MEF, MDEAP, BM
		TOTAL Intervention B			12 650	12 650		0	0	9 770	2 880	12 650	

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements prioritisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
Permettre l'adoption des combustibles modernes par 50 % environs des ménages qui utilisent actuellement la biomasse traditionnelle pour la cuisson	3. Taux de pénétration des ménages en Combustibles modernes	Intervention C: Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	c.1. Insuffisance des mesures facilitant l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	c.1.1. Promouvoir l'accès des ménages des villes de Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou, Lokossa, Bohicon à 20 000 équipements de cuisson à prix subvention de 30%	355,75	196,75	AFREA	0	196,75			196,75	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM
						114	NDF	0		80	34	114	
						45	BM (IDA)	0	20	25		45	
	4. Taux de pénétration des foyers améliorés dans les ménages	Intervention D: Promotion de l'accès des ménages aux foyers améliorés	d.1. Insuffisance des mesures facilitant l'accès des ménages aux foyers améliorés	c.1.2. Veiller à la disponibilité des bombonnes du gaz butane au niveau des sociétés de distribution	PM								MERPMEDER, MEF, MDEAP, MIC, Sociétés distributrices
		TOTAL Intervention C			355,75	355,75		0	217	105	34	356	
				d.1.1. Promouvoir l'accès des ménages des villes de Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou, Lokossa, Bohicon à 30 000 foyers améliorés	189,516	116,516	BM (IDA)	0	40	76,516		116,516	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM
						43	NDF			30	13	43	
						30	AFREA	0	30			30	
		TOTAL Intervention D			189,52	189,52		0	70	107	13	190	
TOTAL DES INTERVENTIONS					48 440	48 440		0	4 298	20 790	6 007	31 096	

CADRE D'ACCELERATION DES OMD: ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DE BASE

PLAN D'ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étrangle- ments priorités	Solution accélérati- ves indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation finan- cière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de finan- cement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015	
OMD 7. Assurer un environnement durable.												
Domaine de l'Eau												
Cible 7C : Réduire de moitié d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée	Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès (Zou 57,0%, Atlantique 58,8%, Donga 60,2%) avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zones hydrogéologique-ment difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà bien loties	a.1. Faible prise en compte des technologies adaptées aux zones hydrogéologiques difficiles et des grands ouvrages de mobilisation des eaux de surface pour des usages multiples dans l'opérationnalisation des politiques/ stratégies ainsi que la conception/ mise en œuvre des programmes sectoriels.	a.1.3. Réaliser des ouvrages hydrauliques (FPM et AEV) dans les localités à faibles taux de desserte	10 000	6 556	KFW	3 444	3 032	3 524	3 444	MERPMEDER, DG-Eau, DPP, Service de l'Eau, Collectivités locales, MEF, MDAEP
					4 000	1 000	BN	3 000	1 000	1 500	1 500	
					10 457	10 457	Pays- Bas	0	4 085	3 965	2 407	
				a.1.4. Assurer la réhabilitation et l'entretien des ouvrages	800	70	BN	730	70	400	330	JICA, UEMOA, FSD, Inde, KFW, MEF, DPP, MERP-MEDER, DG-Eau, PNUD, MDAEP

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étrangle- ments priorités	Solution accéléra- tives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation finan- cière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de finan- cement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015	
			a.2. Lenteur dans la passation des marchés entraînant une faible consommation des crédits (procédures contraignantes)	a.2.1. Séparer les fonctions des Personnes Responsables des Marchés Publics (PRMP) de toutes autres fonctions administratives au niveau des Ministères	0	0		0				MERPMEDER, MRAI, MDAEP, MEF, SGG
				a.2.2 : Déconcentrer la signature des marchés et contrats dans les Ministères concernés	0	0		0				SGG, MERPMEDER, MDAEP, MEF, MRAI, Ministère en charge de la Justice, la Cour Suprême, Autorité de Régulation des Marchés Publics
			a.3 Mauvais fonctionnement/défaillance du d-SIGFiP (tracasseries de saisie des engagements sur le d-SIGFiP, déplacements fréquents des acteurs de la chaîne des dépenses à Cotonou pour la saisie/validation sur SIGFiP)	a.3.1 Rendre prioritaires et disponibles les dépenses liées à l'AEP sur le d-SIGFiP (élever les dépenses liées à l'AEP au rang des lignes budgétaires protégées)[1]	0	0	-	0				DGB, MEF, MERPMEDER

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étrangle- ments priorités	Solution accélérati- ves indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation finan- cière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de finan- cement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015	
			a.4 Insuffisance de rationalité dans le ciblage des zones à couvrir aussi bien à la programmation qu'à l'exécution (affir- mation de l'autorité sectorielle et ou de l'Etat) dans le secteur entraînant l'iniquité dans la répartition géographique des interventions	a.4.1 Faire une pla- nification objective tenant compte des besoins réels des localités	314	0	Pays Bas	314	123	119	72	Gouvernement, DPP, Direction Techniques et offices
				a.4.2 Faire respecter la programmation communale des ouvrages hydrau- liques par tous les intervenants (dépar- tements ministériels, ONG Internationales, nationales, etc.)	0	0	AR	0	0	0	0	Gouvernement, DPP, Direction Techniques et offices
Sous total					25 571	18 083		7 488	8 310	9 508	7 753	
		Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	b.1. lenteur dans la mise en place des instruments de mise en œuvre de la GIRE (Système d'Alerte sur la Gestion de l'Eau,)	b.1.2 Développer et appliquer les instru- ments et les méca- nismes de gestion du secteur de l'eau (SUCCESS-DG-Eau, logiciels de gestion Communes)	4 577	4 577	Pays-Bas	0	1 182	1 777	1 618	Pays-Bas, KFW, DRFM, DPP-MER- PMEDER, MEF
			b.2 Faible capacité technique des prin- cipaux acteurs de la GIRE (Etat central et déconcentrés, com- munes, secteur privé, société civile.)	b.2.1 Assurer le renforcement des capacités du person- nel du secteur en matière de GIRE	300	300	Pays-Bas	0	50	150	100	Pays-Bas, MDAEP, MEF, MERPMEDER, DPP-MERPME- DER
Sous total					4 877	4 877		0	1 232	1 927	1 718	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation financière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
		Intervention C : Renforcement des capacités des Communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés	c1. Lenteur dans le transfert de compétences/ ressources aux communes	c.1.1 Transférer des crédits pour la maîtrise d'ouvrage communale	4 131	4 131	Pays Bas	0	814	1 377	1 940	MDGLAAT, MERPMEDER, Préfectures, Collectivités Locales, Pays-Bas, KFW, autres PTF
			c.2. Faible capacité technique de communes à assumer leur responsabilité en tant que Maître d'ouvrage et conduire les réformes du secteur au niveau local (suivi des Structures d'Intermédiation Sociale, suivi de la réalisation des infrastructures...)	c.2.2 Accroître les allocations budgétaires relatives à l'appui conseil au profit des communes	240	120	BN	120	60	90	90	MDGLAAT, MERPMEDER, DPP, DRFM, MEF
			c.3. Insuffisance de professionnalisme dans la gestion des ouvrages complexes	c.3.1 Exécuter un appui au renforcement des capacités techniques et financières des communes et des divers acteurs	400	200	PEA-SFI KFW	200	300	50	50	MERPMEDER, DG-Eau, DRFM, DPP, MEF, MDGLAAT, PEA-BM, Collectivités Locales
Sous total					4 771	4 451		320	1 174	1 517	2 080	
		Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	d.1. Faible capacités techniques des principaux acteurs du dispositif de suivi-évaluation (Etat central et déconcentrés, communes, secteur privé, société civile.)	d.1.1 Renforcer, les capacités techniques (recyclages, formations) des acteurs du suivi-évaluation	300	30	BN	270	30	150	120	MERPMEDER, DG-Eau, Service de l'Eau, DPP, DRFM, Préfectures, Collectivités locales,

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation financière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
				d.1.2. Sécuriser les ressources allouées au suivi évaluation des interventions	0	0	-	0				MERPMEDER, DG-Eau, DPP, DRFM, MEF
			d.3. Absence de passerelle entre les statistiques sectorielles et celles de l'Institut National de la Statistique	d.3.1 Mettre en place un cadre de concertation INSAE – Eau et Assainissement	0	0	-	0				MDAEP, INSAE, MERPMEDER, DG-Eau, DPP,
Sous total					300	30		270	30	150	120	
		Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain		e.1.1. Créer une cellule focale au niveau du MEF pour faciliter le traitement des dossiers relatifs à l'AEP[3]	0	0	-	0	0			MERPMEDER, MEF (DGB, DDC, DNCMP) , SONEB
			e.1. Lenteur dans la passation des marchés entraînant une faible consommation des crédits (procédures contraignantes)	e.1.2. Autoriser l'alignement de la SONEB sur les actes uniformes de l'OHA-DA pour plus célérité dans la passation des marchés	0	0	-	0				MERPMEDER, SONEB, MEF, Autorité de Régulation des Marchés Publics, SGG
				e.1.3. Etendre/ densifier les réseaux de distribution et augmenter la capacité des équipements de production d'eau[4]	45 554	3 914	BN	15 991	1 335	1 079	1 500	MERPMEDER, SONEB, MEF, Pays-Bas, KFW, UE, BEI
						25 649	PTF (Pays-Bas, KFW, UE, BEI)		16 518	9 131	8 000	
Sous total					45 554	29 563		15 991	17 853	10 210	9 500	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation financière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
		Intervention : F Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits	f.1 Absence de mesures spécifiques visant à réduire les coûts de branchement aux populations dans le Plan d'Actions Prioritaires/ Programme d'Investissements Publics PAP/PIP	f.1.1 Programmer la prise en charge de cette couche de la société dans les dépenses prioritaires de 2014 et 2015 (décret, arrêté)	10 000	0	AR	10 000	-	6 000	4 000	MERPMEDER, SONEB, MEF, Pays-Bas, KFW, UE, BEI
			f.2. Absence de flexibilité dans le paiement du coût du branchement (modalités de paiement en tranche)	f.2.1 Assouplir les modalités de paiement du coût du branchement par l'instauration d'un fractionnement	500	0	AR	500	-	500		MEF, Pays-Bas, KFW, UE
			f.3. Absence d'une politique globale d'alimentation systématique des quartiers périphériques ou des agglomérations des villes	f.3.1 Opérationnaliser une politique globale spécifique aux quartiers périphériques ou agglomérations environnantes des villes à travers le renforcement de la synergie entre DG-Eau et SONEB	4 000	0	AR	4 000	-	2 400	1 600	MERPMEDER, SONEB, MDAEP, MEF, MEHU, Collectivités Locales, Pays-Bas, KFW, UE
Sous total					14 500	0	0	14 500	0	8 900	5 600	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étrangle- ments priorités	Solution accéléra- tives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation finan- cière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de finan- cement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015	
		Intervention H : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	h.1. Absence de do- cument de planifica- tion de la sécurisa- tion spécifique de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	h.1.1. Elaborer et mettre en œuvre un plan de sécuri- sation de l'énergie électrique pour la production et la dis- tribution de l'eau	40	0	AR	40		40		MERPMEDER, SONEB, MEF
				h.1.2. Programmer dans le PIP 2014, 2015 l'acquisition de groupes électro- gènes (au moins 10) dans le cadre de la sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau. [5]	3 000	0	AR	3 000		2 000	1 000	MERPMEDER, SONEB, MDAEP, MEF
			h.2. Insuffisance des fonds propres pour la couverture des charges liées à la sécurisation.	h.2.1 Accorder des appuis financiers sur Budget National et/ ou du Fonds National de l'Eau à la SONEB	1 000	0	AR	1 000		500	500	MERPMEDER, SONEB, Fonds National de l'Eau MDAEP, MEF
Sous total					4 040	0		4 040	-	2 540	1 500	
Total Eau					99 613	57 004		42 609	28 599	34 752	28 271	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étrangl- ements priorités	Solution accéléra- tives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation finan- cière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de finan- cement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015	
	7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées	a.1 Intensification de l'approche PHA en milieu rural, en priorité dans tous les départements hormis dans les communes à statut particulier	a.1.1. Risque d'un manque de visibilité des activités d'hy- giène et d'assainis- sement suite à la réforme en cours au Ministère de la Santé	a.1.1.1. Maintenir un état de veille dans le suivi de la mise en œuvre de la réforme pour sauvegarder et améliorer les acquis	1	0	AR	1	0,2	0,4	0,4	MS, MDAEP
			a.1.2. Non exercice des prérogatives des communes dans la mise en œuvre de la PHA	a.1.2.1 Réviser le document de mise en œuvre de la PHA et élaborer une stratégie nationale afin que soit rendu effectif le rôle des communes dans la mise en œuvre	70	70	PPEA	0	14	28	28	DNSP / MS MD- GLAAT PTF, Bu- reaux d'Etudes, ANCB, ONG
				a.1.2.2. Reproduire et disséminer le nouveau document de mise en œuvre de la PHA et le do- cument de stratégie nationale	50	0		50	10	20	20	
				a.1.2.3. Accorder une subvention pour accélérer la construction des latrines familiales et prendre en charge cette subvention	6 500	0		6 500	1 300	2 600	2 600	DNSP /MS
				a.1.2.4. Mettre en œuvre la PHA dans les communes ordi- naires	7 000	300	PPEA	6700	1 400	2 800	2 800	Communes, DNSP /MS, MD- GLAAT, PTF

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étrangle- ments priorités	Solution accéléra- tives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation finan- cière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de finan- cement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015	
			a.1.3. Faiblesse des allocations budgé- taires et lourdeur des procédures de délégation des crédits aux Services de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base et des transferts de ressources aux Communes	a.1.3.1. Renforcer le plaidoyer auprès du Ministère de la Santé, du Ministère des Finances, des Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP) et PTF pour une augmentation du budget du sous-secteur			PHA					MS/ DNSP, ANCB
				a.1.3.2. Renforcer, le mécanisme de la mise en œuvre du FADEC	50	0		50	10	20	20	MFE, MDGLAAT, MDAEP
				a.1.3.3. Réviser et former les agents aux nouvelles procédures	250	0		250	50	100	100	MFE, MDGLAAT, MDAEP
			a.1.4. Faible capa- cité de la DNSP en matière de suivi évaluation	a.1.4.1. Mettre en place un système de suivi-évaluation amélioré et adapté au contexte de la décentralisation	150	0		150	30	60	60	MS/ DNSP,
				a.1.4.2. Former les agents à l'utilisation du système	250	0		250	50	100	100	MS/ DNSP

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation financière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
			a.1.5 Faible capacité du secteur privé et de la société civile/ ONG à participer à la mise en œuvre de la PHA	a.1.5.1. Mise en place d'une base de données sur les opérateurs privés au niveau des communes, départements et au niveau central	200	0	Pays Bas	200	40	80	80	DNSP, CePEPE, CFME
				a.1.5.2. Mettre à niveau les acteurs déjà formés à la PHA et étendre les formations (via un système de formation des formateurs) aux acteurs dans les zones qui n'ont pas bénéficié de l'approche PHA	8	0		8	1,6	3,2	3,2	DNSP, CePEPE, CFME
		a.2. Elaboration et Mise en œuvre des Plans d'Hygiène et d'Assainissement Communaux (hors communes à statut particulier)	a.2.1. Faible capacité des communes à élaborer des stratégies efficaces de mobilisation des ressources pouvant accompagner la mise en œuvre des PHAC	a.2.1.1. Former les acteurs communaux au plaidoyer	300	0		300	60	120	120	ANCB, MS/ DNSP, MDGLAAT
				a.2.1.2. Former les acteurs communaux aux dispositifs de financement et à la démarche de jumelage	50	0		50	10	20	20	ANCB, MS/ DNSP, MDGLAAT

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en Millions de f cfa)				Programmation financière 2013-2015 (en Millions de f cfa)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
			a.2.2. Faible capacité de maîtrise d'ouvrage des communes	a.2.2.1. Vulgariser et disséminer les outils (BPO, suivi des appels d'offres, guide sur la reddition des comptes, guides sur la maîtrise d'ouvrage communale) et appuyer la mise en œuvre de la reddition des comptes dans toutes les communes	50	0		50	10	20	20	MS/ DNSP, MD-GLAAT
				a.2.2.2. Généraliser et intensifier les processus de formation des acteurs communaux aux différents outils	50	0		50	10	20	20	MS/ DNSP, MD-GLAAT
				a.2.2.3. Mettre en œuvre le plan de transfert des compétences aux communes élaboré en 2011	100	0		100	20	40	40	MS/ DNSP, ANCB, Communes, SNV, DGEau
Sous total					15 079	370		14 709	3 016	6 032	6 032	
Total Assainissement					15 079	370		14 709	3 016	6 032	6 032	
Total général					114 692	57 374		57 318	31 615	40 784	34 303	

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD: SECTEUR EDUCATION SECONDAIRE, TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étran- glements priorisé	Solutions accél- ratives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement acquis (en millions)	Source de financement	Gap de financement (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
Cible 2.A. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Taux net de scolarisation dans le primaire (<u>Taux net de scolarisation dans le premier cycle du secondaire</u>)	Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	Difficultés d'ordre stratégique : Absence de carte scolaire	Elaborer la carte scolaire	30,000	30,000		0,000		30,000
			Insuffisance de ressources financières et faible diligence dans le traitement des dossiers de construction et de réhabilitation d'infrastructures	Construire et équiper 474 salles de classe. Réhabiliter 297 salles de classe	4 998,000	2 499,000	2 499,000	1 655,000	BN	3 343,000
			Sous-total 1		5 028,000	2 529,000	2 499,000	1 655,000		3 373,000
		Allocation équitable du personnel enseignant	Manque d'enseignants dans les disciplines scientifiques	Mettre en œuvre le plan de recrutement de nouveaux enseignants avec le détail par discipline (accent sur les disciplines scientifiques)	60,000	30,000	30,000	0,000		60,000
			Sous-total 2		60,000	30,000	30,000	0,000		60,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étran- glements priorisé	Solutions accéléré- ratives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement acquis (en millions)	Source de financement	Gap de financement (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
		Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources finan- cières et mettre en œuvre des mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secon- daire	35,000	15,000	20,000	0,000		35,000
			Sous-total 3		35,000	15,000	20,000	0,000		35,000
		Formation initiale et continue des ensei- gnants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	Difficultés de mobilisation et insuffisance des ressources	Mobiliser à temps les ressources finan- cières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale) dans les délais impartis	5 582,400	2 636,400	2 946,000	1 097,000	BN	4 484,000
			Sous-total 4		5 582,400	2 636,400	2 946,000	1 097,000		4 484,000
		Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par com- pétences	Obsolescence des programmes d'études et guides pédagogiques disponibles	Réviser les pro- grammes et guides selon l'APC au premier cycle	13,000	7,000	6,000	0,000		13,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étran- glements priorisé	Solutions accél- ratives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement acquis (en millions)	Source de financement	Gap de financement (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
			Insuffisance de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières, pro- duire et mettre à la disposition des établissements les programmes, guides et docu- ments d'accompa- gnement révisés	200,000	100,000	100,000	177,630	BN	22,000
			Sous-total 5		213,000	107,000	106,000	177,630		35,000
		Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières, former les nouveaux professeurs et recycler les anciens à l'utilisation des programmes et guides	1 109,000	439,875	669,930	1 109,000	BN	0,000
				Mobiliser à temps les ressources finan- cières et réviser les dispositifs d'évalua- tion des apprentis- sages	20,000	10,000	10,000	0,000		20,000
			Sous-total 6		1 129,000	449,875	679,930	1 109,000		20,000
		Accroissement de l'accès à l'ETFP	Difficultés d'ordre stratégique : Absence de carte scolaire	Elaborer la carte de l'ETFP	20,000	20,000		0,000		20,000
				Mettre en œuvre le document-cadre de partenariat avec les Communes	35,000	15,840	19,000	35,000	BN	0,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étran- glements priorisé	Solutions accéléré- ratives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement acquis (en millions)	Source de financement	Gap de financement (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
			Retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources finan- cières et rénover 4 établissements existants	1 037,116	518,000	518,000	0,000		1 037,116
			Sous-total 7		1 092,000	554,000	537,740	35,000		1 057,116
		Recrutement et formation des ensei- gnants et formateurs	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources finan- cières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale)	1 800,000	800,000	1 000,000	0,000		1 800,000
				Mobiliser à temps les ressources finan- cières et recruter de nouveaux ensei- gnants et forma- teurs qualifiés	80,000	30,000	50,000			80,000
			Sous-total 1		1 880,000	830,000	1 050,000	0,000		1 880,000
		Développement des offres de formation professionnelle	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières et orga- niser les formations professionnelles de courte durée dans les établissements de l'ETFP	500,000	200,000	300,000	0,000		500,000
				Mobiliser à temps les ressources finan- cières et étendre les formations à l'AQP, au CQP et au CQM	900,000	400,000	500,000	5,000	BN	895,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étran- glements priorisé	Solutions accéléré- ratives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement acquis (en millions)	Source de financement	Gap de financement (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
				Mobiliser à temps les ressources financières et renforcer l'équipement pédagogique et didactique des établissements existants	325,000	150,000	175,000	127,000	BN	197,000
			Sous-total 8		1 725,000	750,000	975,000	132,000		1 592,742
		Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	Retard dans la mobilisation de ressources financières	Mobiliser à temps les ressources financières et former les conseillers pédagogiques nommés dans l'ETFP	30,000	14,000	16,000	29,000	BN	0,000
			Sous-total 9		30,000	14,000	16,000	29,000		0,000
Cible 3.A. Eliminer, si possible, les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 et à tous les niveaux de l'enseignement pour 2015 au plus tard	Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire	Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	Insuffisance de femmes enseignantes dans les zones rurales	Mettre en place des mesures favorisant le recrutement et le maintien d'enseignantes dans les zones rurales	5,000	5,000		0,000		5,000
			Manque de dispositions pour lutter contre les pesanteurs socio-économiques et culturelles («la fille n'est pas faite pour aller à l'école», ...)	Réaliser l'évaluation de la mesure d'exonération des frais d'inscription des filles au 1er cycle des établissements secondaires	7,000		7,000	0,000	BN	7,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires (domaines)	Goulots d'étran- glements priorisé	Solutions accél- ratives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement acquis (en millions)	Source de financement	Gap de financement (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
				Poursuivre la mise en œuvre de l'exo- nération des frais d'inscription des filles au 1er cycle des établissements secondaires	2 550,000	1 250,000	1 300,000	1 489,000	BN	1 060,000
				Mise à disposi- tion tardive des subventions aux lycées de jeunes filles	602,072	233,000	369,072	602,072	BN	0,000
				Sous-total 10	3 164,000	1 488,000	1 676,000	2 091,000	BN	1 072,000
				TOTAL	19 904,481	9 388,000	10 515,775	6 328,000	BN	13 575,000

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD: SECTEUR AGRICULTURE

PLAN D'ACTION 2014-2015

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
1. A Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la popu- lation dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	Proportion de petits producteurs/ produc- trices ayant accès aux semences, engrais et produits phytosani- taires	A. SE- MENCES, ENGRAIS ET PRODUITS PHYTOSA- NITAIRES ET VETERI- NAIRES	A.1. Amé- lioration de l'accès des petits pro- ducteurs/pro- ductrices aux semences de maïs, riz, manioc et cultures maraichères de qualité	A.1.1. Mau- vaise orga- nisation de la chaîne de demande et de l'offre en semences de qualité	A.1.1.1. Mettre en place un mécanisme efficace d'expression des besoins en semences (C.Plan d'action PSRSA)	112	30	PACER +Budget National	82	112	0	0	112	SONAPRA, CARDER, DAGRI, Collectivités lo- cales, ONG, MEF, ProCAD,PNOP- PA, Coopération Suisse, GIZ, FAO, PASCIB
					A.1.1.2. Renfor- cer la capacité des acteurs (172 enca- dreurs et 1000 semenciers) en matière de pla- nification, de mise en œuvre, suivi - évalua- tion et contrôle de la qualité des semences	94,3	28	PACER +Budget National	66,3	94,3	0	0	94,3	DICAF, DAGRI, DPQC, MEF, ProCAD,FAO, SONAPRA, CAR- DER, PNOPPA, DPP/MAEP
					A.1.1.3. Mettre en place un sys- tème de crédit semence au profit des petits producteurs/ productrices	4982,76	3650	PACER +Budget National	1332,76	4982,76	0	0	4982,76	MCMEJF, MEF, ProCAD, SONAPRA, CAR- DER, PNOPPA, DPP/MAEP

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					A.1.1.4. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'une plateforme des acteurs pour la coordination de la sous filière semence	40	0	Néant	40	8	16	16	40	ABéProFA/ SONAPRA, PNOPPA, GIZ
				A.1.2. Eloi- gnement des points de distribution par rapport aux zones de production.	A.1.2.1.Créer des points de distribution dans 04 arron- dissements en moyenne par commune en vue de rapprocher les semences des petits produc- teurs/productrices	3080	1000	Budget National et PSAAB	2080	1026	2054	0	3080	ABéProFA/SO- NAPRA, Collec- tivités locales, PNOPPA, GIZ, IFDC,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
1. C Réduire de moitié, entre 1990 et 2015 la proportion de la population qui souffre de la faim.	Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux géniteurs, produits vétérinaires et zootechniques.		A.2. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux géniteurs de race améliorée (volaille, lapin, porc, aulacode et petits ruminants) et aux alevins de Tilapia et de poisson-chat de qualité	A.2.1. Disponibilité insuffisante d'unités de production d'alevins	A.2.1.1. Renforcer les capacités organisationnelles, techniques des unités d'élevage en matière de production d'alevins et de gestion durable de ferme piscicole.	30	10	ProVAC	20	15	15	0	30	D Pêches, JICA, ProCAD, PANA1, SNRA
				A.2.2. Absence de centre de conservation de souche de géniteurs. Ce qui limite les possibilités d'amélioration génétique et donc des alevins de bonne qualité.	A.2.2.1. Créer et rendre fonctionnel un (01) centre de conservation de souche de géniteurs à Aplahoué département du Couffo	155	0	Néant	155	78	77	0	155	PANA1, MAEP

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux alevins et aliments de poisson			A.2.3. Insuf- fissance de centre de production de géniteur avi- cole amélioré	A.2.3.1. Mettre en place des coqs raceurs (améliorateurs) soutenu par des actions de suivi sanitaire et d'améliora- tion des condi- tions d'élevage (habitat et alimentation)	750	20	PADAB	730		325	325	750	DE, ABéProFA/ SONAPRA, le PADAB, les CARDER, les aviculteurs, ac- couveurs, fabri- cants d'aliment, distributeurs de produits vétérinaires, prestataires de services vétérinaire en aviculture, vaccinateurs villageois de volailles

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
			A.3. Renfor- cement de l'accessibilité des petits producteurs/ productrices aux intrants agricoles (engrais, produits phy- tosanitaires, produits zoo- techniques et vétérinaires et aliments poissons)	A.3.1. Coûts élevés des intrants (aliments poissons, aliments bé- tails, produits phytosanitaire et vétérinaires, hormones et additifs) et des infrastructures limitant l'accès des petits producteurs/ productrices.	A.3.1.1. Mettre en place une subvention ciblée et dégressive des intrants au profit de 100.000 petits producteurs/ productrices (sur la base de bons)	1760	390	Budget National	1370		880	880	1760	MAEP, Ministère du Développe- ment, Ministère des Finances
					A.3.1.2. Appuyer la production et l'amélioration de la qualité des aliments de poisson fabriqués loca- lement	40	0	Néant	40	8	16	16	40	MAEP, JICA, Pro- CAD, fabricants d'aliments de poisson, SNRA

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
				A.3.2. Mau- vaise orga- nisation de la chaine de demande et de l'offre en en- grais, produits phytosanitaire et vétérinaire	A.3.2.1. Mettre en place un mécanisme efficace d'ex- pression des besoins en en- grais, produits phytosanitaire et vétérinaire (C.Plan d'action PSRSA)	112	32	Budget National + PAFILAV	80	38	74	0	112	SONAPRA, CARDER, DAGRI, Collectivités lo- cales, ONG, MEF, ProCAD,PNOP- PA, Coopération Suisse, GIZ, FAO
					A.3.2.2. Renfor- cer la capacité des acteurs en matière de planification, de mise en œuvre, suivi - évaluation et contrôle	44,3	0	Néant	44,3	22	22,3	0	44,3	DICAF, DAGRI, DPQC, MEF, ProCAD,FAO, SONAPRA, CAR- DER, PNOPPA
					A.3.2.3. Mettre en place un système de cré- dit engrais au profit des petits producteurs/ productrices	16117,92	8800	Budget National	7317,92	8058,96	8058,96	0	16117,92	PNOPPA, IDI, PASCiB, DPLR, GIZ

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					A.3.2.4. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'une plateforme des acteurs pour la coordination de la sous filière engrais et produits phytosanitaires sur vivriers	40	0	Néant	40	10	10	0	40	ABéProFA/SO-NAPRA, Collectivités locales, PNOPPA, GIZ, IFDC, CARDER,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Superficies aménagées	B. AMENA- GEMENTS AGRIQUES ET SECURITE FON- CIERE	B.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux petits aménagements hydro agricoles adaptés aux changements climatiques pour le maïs, le riz, les cultures maraichères, le manioc et le poisson	B.1.1. Difficultés dans la gestion des projets	B.1.1.1. Mettre en œuvre un programme de renforcement de capacités des gestionnaires de projets/programmes sur les sujets sensibles tels que: la passation des marchés y compris les demande d'avis de non objection, la gestion financière (bonne programmation à bonne date, bon suivi des décaissements, paiement régulier des acomptes, etc.) et la maîtrise des principes de gestion des bailleurs, etc.)	4	4	Budget National	0	2	2,9	0	4	MAEP, MDAEP, CAA/MEF, PAP-PI/BID, PNUD, PAFILAV/BAD, PSAAB/BOAD

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					B.1.1.2. Promouvoir l'usage du principe de gestion relatif à la convention avec les organi- sations de pro- ducteurs pour l'exécution des travaux sommaires à l'image de l'expérience concluante du PUASA avec les OPA (Elaboration et formation sur le guide métho- dologique)	22,3	0	Néant	22,3	11,15	11,15		22,3	MAEP, MDAEP, CAA/MEF, PAP- PI/BID, PNUD, PAFILAV/BAD, PSAAB/BOAD, ProCAD/BM, PA- CER/FIDA, FAIA/ CTB, PNOPPA
					B.1.1.3. Accélé- rer l'opération- nalisation de l'Agence pour la Promotion des Amé- nagements Hydro-agricoles (APAH)	200	200	Budget National	0	100	100	0	200	MAEP, PASCiB, PNOPPA,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					B.1.1.4. Mettre en œuvre un programme d'extension des aménagements sommaires pour 10.000 ha complémentaires au profit de 20.000 petits producteurs/ productrices	6662	0	Néant	6662	1332,4	2664,8	2664,8	6662	DGR/MAEP, CARDER, MEF, PNOPPA, PAS-CIB, Collectivités locales
				B.1.2. Faible organisation des acteurs (producteurs, encadreurs et prestataires) pour une gestion responsable des aménagements sommaires	B.1.2.1. Organiser la formation et la sensibilisation de 40000 petits producteurs/ productrices à l'entretien des ouvrages (notamment le reprofilage des digues et des diguettes au début de chaque campagne ultérieure à la livraison des travaux) et à la gestion des périmètres irrigués	400	100	Projets/pro-grammes	300	80	160	160	400	MAEP, PNOPPA, PAPPI, PACER, PSAAB, FAIA/ CTB

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					B.1.2.2. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'un cadre multi-acteurs de gestion et de suivi des aménagements hydro-agricoles dans les 12 départements	242	0	Néant	242	80	161	0	242	MAEP, ProAGRI/GIZ, PNOPPA, PACER/FIDA, FAIA/CTB, PAP-PI/BID, PSAAB/BOAD, ANCB, MDGLAT
	Nombre de petits producteurs/productrices atteints		B.2. Facilitation de l'accès à la terre des petits producteurs/productrices à travers l'extension des Plans Fonciers Ruraux	B.2.1. Retard dans la promulgation de la nouvelle loi portant code foncier et domanial du fait de quelques non conformités relevées par la cour constitutionnelle	B.2.1.1. Faire le plaidoyer pour la mise en conformité, par l'Assemblée Nationale, des dispositions de la loi portant régime foncier et domanial	5	0	Néant	5	5	0	0	5	PASCIb, PNOPPA, MAEP, MEHU
				B.2.2. Incivisme foncier de la population dû à la méconnaissance et au manque de rigueur dans l'application de la loi.	B.2.2.1. Organiser la sensibilisation et la vulgarisation de la loi sur toute l'étendue du territoire national	231	35	Budget National	196	0	231	0	231	MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCIb, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, MDAEP

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					B.2.2.2. Mettre en place un système performant de gestion de l'information foncière	132	0	Néant	132,62	132	0	0	132	MAEP, MEHU, PNOPPA, PAS-CiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, MDAEP, ANDF
					B.2.2.3. Mettre en place un observatoire de veille citoyenne sur le foncier	200	0	Néant	200	0	200	0	200	MAEP, MEHU, PNOPPA, PAS-CiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, MDAEP, ANDF
	Nombre de PFR complémentaires réalisés			B.2.3. Non démarrage du Programme nationale de la gestion foncière et domaniale dû au non bouclage des procédures administratives préalables basé au ministère en charge de développement	B.2.3.1. Accélérer les procédures administratives restantes liées au Programme nationale de la gestion foncière et domaniale basé au ministère en charge de développement	10	10	Budget National	0	10	0	0	10	MDAEP, Coopération Néerlandaise, MAEP, MEHU, PNOPPA, PAS-CiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, ANDF

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	% de Superfi- cies cultivées mécanisées	C. MECA- NISATION AGRICOLE ET INNNO- VATIONS TECHNOLO- GIQUES	C.1. Amé- lioration de l'accès des petits pro- ducteurs/pro- ductrices à la mécanisation adaptée aux activités agricoles et aux zones agro-écolo- giques	C.1.1. Difficul- tés d'approvi- sionnement en matériels agri- coles surtout pour les petits producteurs/ productrices	C.1.1.1. Rendre fonctionnel l'Agence de Dé- veloppement de la Mécani- sation agricole (ADMA)	200	200	Budget National	0	200	0	0	200	ADMA, MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération In- dienne, Coopé- ration Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
					C.1.1.2. Susciter la création et appuyer l'équi- pement des ateliers de 250 Coopératives d'Utilisation de Matériels Agri- coles (CUMA)	12250	2000	Budget National	10250	2450	4900	4900	12250	ADMA, MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopéra- tion Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
				C.1.2. Faible capacité de services après- vente	C.1.2.1. Appuyer la construction de 36 Centres de Mécanisa- tion Agricoles (CEMA) et les rendre fonctionnels : recrutement du personnel technique, formation à l'utilisation du matériel, maintenance et approvisionne- ment en pièces de rechange	2506,02	250	Budget National	2256,02	501,0	1002,4	1002,4	2506,02	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération In- dienne, Coopé- ration Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
	Nombre de petits trans- formateurs/ transfor- matrices équipés			C.1.3. Insuf- fisance d'in- frastructures et d'équipements appropriés de transfor- mation et de conservation des produits agricoles	C.1.3.1. Acqui- sition à titre pilote de 11 moissonneuses /batteuses par les petits producteurs/ productrices à raison d'01 par Département sauf Littoral	1430	1430	Budget National	0		1430	0	1430	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération In- dienne, Coopé- ration Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
			C.2. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux connaissances professionnelles et aux innovations technologiques en matière de production, de transformation et d'adaptation aux changements climatiques	C.2.1. Non opérationnalisation de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)	C.2.1.1. Actualiser le document de Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR)	10	10	Budget National	0	10	0	0	10	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
					C.2.1.2. Opérationnaliser et mettre en œuvre la Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR)	50	10	Projets/programmes	40	25	25	0	50	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
	Nombre de nouveaux CUMA et CEMA créés et fonctionnels			C.2.2. Faible diffusion des itinéraires techniques et suivi de leur adoption effective par les petits producteurs/productrices	C.2.2.1. Renforcer la diffusion des itinéraires techniques	11600	5600	Projets/programmes+ Budget National	6000	2320	4640	4640	11600	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					C.2.2.2. Suivre l'application et l'adoption effective des itinéraires techniques par les producteurs	0			0	0	0	0	0	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopé- ration Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCIB, CCIB, ONG et les communes
				C.2.3. Faible capacité en équipement et en ressources humaines des structures de recherche et de conseil agricole	C.2.3.1. Renforcer les capacités en ressources humaines (chercheurs, techniciens spécialisés et conseillers en vulgarisation)	1828,8	720	Budget National	1108,8	0	914,4	914,4	1828,8	INRAB, Univer- sités, PNOPPA, DICAF, PASCIB, DAGRI, CARDER, DE/MAEP, DPECHES/MAEP
					C.2.3.2. Renforcer les capacités des structures de recherche agricole et de conseil agricole en matériels roulants, de laboratoires, d'équipements techniques de travail, etc.	23768,7	12000	Budget National+ projets/pro-grammes	11768,7	4754	9507	9507	23768,7	INRAB, Univer- sités, PNOPPA, DICAF, PASCIB, DAGRI, CARDER, DE/MAEP, DPECHES/MAEP

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Nombre de petits producteurs/ productrices touchés			C.2.4. Absence de centres pilotes de recherche-dé- veloppe- ment et de formation en aquaculture/ pisciculture	C.2.4.1. Renforcer et équiper un centre pilote de recherche-dé- veloppement et de formation en aquaculture/ pisciculture à Ifangni dans le département de l'Ouémé	150	0	Néant	150	50	100		150	INRAB, Univer- sités, PNOPPA, PASCIB, CAR- DER, D/PECHES/ MAEP
	Taux d'accrois- sement du volume de crédit adapté alloué aux bénéficiaires du secteur agricole.	D. FINAN- CEMENT ET MARCHÉ	D.1. Facili- tation de l'accès et de l'utilisation des services du Fonds National de Développe- ment Agri- coles (FNDA) aux petits producteurs/ productrices agricoles	D.1.1. Non opérationna- lisation du FNDA	D.1.1.1. Accé- lerer l'opération- nalisation du FNDA. Inscrire le thème à l'ordre du jour des réunions du GTA pour susciter des rencontres entre les PTF et le Président de la République pour régler définitivement la question de signature du Décret FNDA.	0	0		0				0	PTF , Groupe Thématique Agriculture (GTA), CNAB, PASCIB, CCIB,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Taux d'accrois- sement des investisse- ments privés réalisés dans le secteur			D.1.2. Non mobilisation des ressources financières de l'Etat et autres pour l'abonde- ment du FNDA	D.1.2.1. Intensi- fier le dialogue inter acteurs pour mobiliser les cinquante (50) milliards nécessaire pour la mise en route des trois guichets du FNDA	2	2	Budget National	0	1	1		2	PNOPPA, MAEP, PTF, PASCiB, Groupe théma- tique Agricul- ture
					D.1.2.2. Rechercher d'autres types de partenaires financiers	0,8	0,8	Budget National	0		0,4	0,4	0,8	PNOPPA, MAEP, PTF, PASCiB, Groupe théma- tique Agricul- ture
	Taux d'ac- croissement des inves- tissements publics réa- lisés dans le secteur agri- cole			D.1.3. Insuffi- sance d'appui des services agricoles aux petits exploitants en particulier aux femmes et aux jeunes pour faciliter leur accès à l'information et au FNDA	D.1.3.1. Mettre en place et ap- puyer le fonc- tionnement d'un dispositif de commu- nication et d'information multi-acteurs pour mener des actions ciblées sur le FNDA au profit des petits producteurs/ productrices	69	69	Budget National	0	11,5	28,75	28,75	69	CARDER, ONG locales, PNOP- PA, Coopération néerlandaise,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
			D.2. Amé- lioration du système de distribution (stockage/ conservation, commercia- lisation et moyens de transport adaptés) des produits vivriers	D.2.1. Insuf- fisance d'in- frastructures et d'équipements de séchage et de stockage/ conservation des produits vivriers	D.2.1.1. Intensifier les réalisations de construction des infrastruc- tures et équi- pements pour le séchage, le stockage et la conservation des produits vivriers: 01 par arrondissement dans les 33 communes à risque d'insécu- rité alimentaire élevé	825	100	PSAAB	725	165	330	330	825	DGR, Agences de maîtrise d'ouvrage, Collectivités lo- cales, CARDER, INRAB, SO- NAPRA, ONASA, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA
					D.2.1.2 Mobi- liser les res- sources pour la mise en œuvre du sous-pro- gramme inten- sification de la production vivrière PNSA (Programme National de Sé- curité Alimen- taire) dans les 33 communes les plus à risque d'insécurité alimentaire	7771,15	0	Néant	7771,15	2590,0	5180,0		7771,15	PTF, MAEP, Collectivi- tés locales, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Taux d'ac- croissement des recettes d'exportation de produits agricoles			D.2.2. Insuf- fissance de maîtrise des techniques de conservation et de stockage (maïs, riz, manioc, to- mate, oignon) par les petits producteurs et les femmes commerçantes	D.2.2.1. Renfor- cer la vulgari- sation pour la diffusion des innovations technologiques éprouvées au profit de 500.000 petits producteurs dans les 77 communes	2000	600	Budget National +projets/ pro- grammes	1400	400	800	800	2000	Collectivités lo- cales, CARDER, INRAB, DICAF, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA
				D.2.3. Insuf- fissance d'in- frastructures de commercia- lisation	D.2.3.1. Intensifier les réalisations de construction des infrastruc- tures de com- mercialisation des produits vivriers sur les marchés physiques par arrondisse- ment dans 30 communes à excédents vivriers (maïs, riz ...)	750	60	Projets/pro- grammes	690		375	375	750	DGR, Collecti- vités locales, ONASA, ONG, Projets/Pro- grammes, Associations des commer- çants des pro- duits vivriers, Agences de maîtrise d'ou- vrage

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Taux de cou- verture de la demande intérieure en produits agricoles locaux			D.2.4. Faible synergie entre acteurs privés et étatiques dans les systèmes d'in- formation sur les marchés	D.2.4.1. Intensi- fier les actions du conseil national des statistiques pour la prise en compte des aspects liés au Système d'Informations sur les Marchés (SIM)	516	0	Néant	516	103	206	206	516	Système national intégré des statistiques agricoles (IN- SAE, direction des statistiques agricoles, conseil national des statistiques, etc.), PTF
					D.2.4.2. Renfor- cer les capaci- tés du système des statistiques agricoles au Bénin	400	100	Budget National	300	80	160	160	400	Système national intégré des statistiques agricoles (IN- SAE, direction des statistiques agricoles, conseil national des statistiques, etc.), PTF

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
Prévalence de l'insuffi- sance pon- dérale chez les enfants de moins de cinq ans		E. NUTRI- TION ET SECURITE ALIMEN- TAIRE	E.1. Renfor- cement de la prévention et de la prise en charge de la malnutrition aigüe chez les popula- tions vulné- rables (enfant de moins de 5 ans, la fille adolescente, la femme enceinte et la femme allaitante)	E.1.1. Faible diffusion des bonnes pratiques d'ali- mentation et de nutrition	E.1.1.1. Fournir un appui tech- nique et finan- cier aux acteurs (la DANA, les CARDER, CPS, DDS, ONG/ ANE, ...) dans la diffusion des paquets technologiques de bonnes pratiques d'ali- mentation et de nutrition	286	60	Budget National	226,39	57	115	115	286	MAEP, PASCiB, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD,
					E.1.1.2. Elaborer et mettre en œuvre un plan de commu- nication sur la diffusion des bonnes pratiques d'ali- mentation et de nutrition	75	25	Budget National et projets	50	15	30	30	75	MAEP, PASCiB, MS, Min Famille, PNUD, MCTIC,
				E.1.2. Faible disponibilité des aliments de haute valeur nutritive pour la prise en charge des malnutris aigus	E.1.2.1. Valoriser et rendre disponibles les aliments locaux pour la récupération des malnutris aigus	200	0		200	40	80	80	200	MAEP(INRAB, DANA, CARDER etc), MS, Min Famille, FAO, UNICEF, PNUD, MESRS, Univer- sités, PAM

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					E.1.2.2. Rendre disponible les ATPE au niveau des centres de récupérations nutritionnelles dans les 61 communes touchées par la malnutrition.	183	0	Néant	183	37	73	73	183	MAEP, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, MFE,
	- Proportion de population en dessous de niveau minimal de consommation en énergie diététique		E.2. Pro-motion de l'éducation nutrition-nelle à base communau-taire et de la gestion des crises alimen-taires	E.2.1. Manque de personnel de base au profil adéquat dans les 77 communes.	E.2.1.1. Recruter, former et équiper, pour chacune des 77 communes, un technicien formateur en Education Nu-tritionnelle	46	46	Budget National	0	23	23		46	MAEP, MS, Min Famille, MFE, PNUD, MTFP, Coopération Suisse,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					E.2.1.2. Etendre aux 67 communes restantes l'expérience en cours dans les 10 communes du Projet de Nutrition Com- munautaire (mise en place de points fo- caux nutrition) et sélection/ contractuali- sation d'ONG prestataires de services en nutrition	40	40	Budget national	0	8	16	16	40	MAEP, Banque Mondiale, Conseil de l'Ali- mentation et de la Nutrition (CAN), PASCiB, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD,
					E.2.1.3. Identifier et Former 30 ONG prestataires de services en éducation nutritionnelle pour les 67 communes	8	8	Budget national	0	8		0	8	MAEP, PAS- CiB, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), Banque mondiale, FAO, UNICEF, PNUD,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
				E.2.2. Insuf- fissance des points de vente pour l'approvision- nement de proximité	E.2.2.1. Créer un point de vente des produits alimentaires de base (maïs, riz, sorgho, etc.) et les farines infantiles enrichies par arrondissement dans les 61 communes vulnérables.	122	122	Budget national	0	40,0	81,0	0	122	MAEP, MD- GLAAT, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD,
				E.2.3. Insuf- fissance de réserves stratégiques de sécurité alimentaire	E.2.3.1. Mettre en place un stock straté- gique public de sécurité alimentaire décentralisé dans chaque commune	7700	7700	Budget national	0	1540	3080	3080	7700	MAEP, MD- GLAAT, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, ONASA/ MAEP, Collecti- vités locales.
			E.3. Renforce- ment du sys- tème de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	E.3.1. Inef- ficacité du système actuel d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	E.3.1.1. Installer une base de données (collecte-traite- ment d'infor- mation, ta- bleaux de bord, etc...) dans chaque com- mune du Bénin sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	33,5	33,5	Budget national PBSA	0	11,0	22,0	0	33,5	MAEP, Conseil de l'Alimenta- tion et de la Nu- trition, Banque Mondiale, INSAE, PNUD,

OMD/ CIBLES	INDICA- TEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTER- VENTION PRIORI- TAIRES	Inter- ventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étrangle- ment prio- risés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (millions de F CFA)				Programmation des investissements (mil- lions de F CFA)				Partenaires Potentiels
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					E.3.1.2. Mettre en place un dis- positif national opérationnel de gestion et de diffusion d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	200	200	Budget national PBSA	0	66,0	133,0	0	200	MAEP, Conseil de l'Alimenta- tion et de la Nu- trition, Banque Mondiale, INSAE, PNUD, FAO
TOTAL						110 489,00	45 696,40		64 793,26	31 714,00	48 334,00	30 320,00	110 489,00	

CADRE D'ACCELERATION DES OMD : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

PLAN D'ACTIONS 2014-2015

Interventions/mesures prioritaires	Coût (en millions de FCFA)			Coût total du financement	Financement acquis (en millions)	Gap de financement	Source de financement
	2013	2014	2015				
A.1 Intensification des actions de reboisement							
A.1.1.1 Mettre en œuvre le projet 9 millions d'âmes, 9 millions d'arbres	0,00	500,00	1 000,00	2 250,20	2 250,20	0,00	BN
	0,00	3 500,00	4 000,00	20 251,80	0,00	-	Aucune convention de financement ou accord signé avec les PTF
A.1.1.2 Poursuivre l'installation de 1000 Ha de tecks par an par l'ONAB	750,00	800,00	850,00	2 400,00	2 400,00	0,00	Fonds propres de l'ONAB
A.1.1.3 Poursuivre les Activités Alternatives Génératrices de Revenus afin de réduire la pression anthropique sur les ressources nationales (AGR)	707,00	650,00	593,00	1 950,00	1 950,00	0,00	IDA, FEM (Financement disponible sur des projets en cours d'exécution)
C.1 Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes							
C.1.1.1 Réaliser les travaux d'ouverture et de calibrage des collecteurs dans les villes de Cotonou et Porto-Novo	9 020,80	3 179,20	0,00	12 200,00	11 400,00	800,00	IDA (PUGEMU) (Le gap est à rechercher sur l'IDA)
C.1.1.2 Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les villes de Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Abomey-Calavi, Sèmé-Podji, Ouidah, Kandji, Lokossa, Comè, Abomey, Bohicon, Kétou, Savalou, Savè, Tchaourou et Dassa-Zoumè.	1 540,00	4 995,00	3 383,00	12 351,00	12 351,00	0,00	BN
	4 810,37	15 480,00	8 986,00	64 406,00	32 006,00	12 960,00	BOAD, BIDC, IDA
C.2 Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées							
C.2.1.1 Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès	125,00	300,00	375,00	800,00	800,00	0,000	BN
	681,44	292,05	0,00	973,49	973,49	0,000	IDA
C.2.1.2 Construire une cellule supplémentaire au Lieu d'Enfouissement Sanitaire (LES) et réhabiliter la voie d'accès à la décharge de Ouèssè	1 048,92	664,00	0,00	1 712,92	1 712,92	0,00	IDA

C.2.1.3 Appuyer la Mairie de Porto-Novo à rendre opérationnel le Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Takon	0,00	300,00	0,00	300,00	0,00	300,00	BN
D.1 Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre							
D.1.1.1 Viabiliser les sites de construction des logements économiques à Parakou, Abomey-Calavi, Abomey, Kandi, Savè, Djougou, Savalou, Sèmè-Podji, Pobè, Natitingou, Tchaoourou et Dassa-Zounmè	100,00	2 000,00	4 500,00	6 600,00	6 600,00	0,00	BN
D.1.1.2 Adopter et mettre en œuvre l'option «Location-Vente» pour la cession des logements économiques construits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	BN
Coût total	18 783,53	32 660,25	23 687,00	126 195,41	72 443,61	1 100,00	

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SECTEUR EDUCATION PRIMAIRE

PLAN D'ACTION 2014-2015

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
OMD 2: Assurer l'éducation primaire pour tous									
SOUS OBJECTIF 2.1. : ACCROITRE L'ACCES AU PRIMAIRE EN PARTICULIER CELUI DES FILLES ET DES ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES					295 829 225				
2.1.1. : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarisation					239 343 503				
	Taux Net de Scolarisa- tion dans le primaire	2.1.1.1. Assurance de la gratuité de l'école afin de réduire les charges parentales	Difficultés budgétaires	1. Assurer une cou- verture totale de la subvention à toutes les écoles	20 576 539	6 849 359	6 860 938	6 866 242	
			Mauvaise gestion des subventions	2. Contrôler la ges- tion des subventions allouées aux écoles	60 000	19 973	20 006	20 021	
		2.1.1.2. Promotion la demande d'éduca- tion dans les com- munes à faible TBS	Faible demande de scolarisation au niveau des zones et ménages défavorisés	Mettre en œuvre le Programme d'ac- tions complémen- taires à réaliser dans toutes les communes à faible TBS	618 964	154 741	309 482	154 741	
Sous-total				21 260 503					
2.1.2. : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif									
		2.1.2.1. Appui aux initiatives des ONG et des commu- nautés en faveur de l'éducation des enfants à besoins spécifiques	Influence des pesan- teurs socioculturelles et économiques	1. Evaluer les initia- tives existantes en faveur des enfants à besoins spécifiques	25 000	25 000			
			Influence des pesan- teurs socioculturelles et économiques	2. Intégrer au moins 80% des enfants à besoin spécifiques dans le système éducatif formel	75 000	24 966	25 007	25 026	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
		2.1.2.2. Soutien à l'intégration scolaire en milieu ordinaire selon le degré du handicap	Non appropriation du manuel de l'UNESCO	1. S'approprier et adopter le manuel de l'UNESCO sur les besoins éducatifs spéciaux pour la formation des enseignants	12 000	12 000			
				2. Evaluer le programme Intégration Scolaire des Enfants Handicapés (ISEH) en cours dans le Zou	25 000	25 000			
				3. Généraliser l'expérience du programme d'intégration des enfants handicapés dans d'autres départements sur la base du rapport d'évaluation	300 000		150 000	150 000	
		2.1.2.3. Création de structures d'accueil des enfants à handicap lourd	Non maîtrise du nombre des enfants à handicap lourd	1. Recenser les enfants à handicap lourd	12 000	12 000			
				2. Former 50 enseignants spécialisés pour l'encadrement des enfants à handicap lourd	150 000	37 500	75 000	37 500	
				3. Construire et équiper un Centre d'accueil					
Sous-total				899 000					

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
2.1.3. : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école									
		2.1.3.1. Développe- ment des opportuni- tés d'accès pour les enfants non scolaris- és ou déscolarisés		1. Mettre en en œuvre la première phase du Plan Straté- gique du Programme de Cours Accéléré (PSPCA)	200 000	66 577	66 686	66 737	
				2. Evaluer les autres initiatives en cours relatives à la scola- risation des enfants non scolarisés et déscolarisés	10 000	10 000			
				3. Appuyer les initia- tives pertinentes	50 000	16 644	16 672	16 684	
Sous-total				260 000					
2.1.4. : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants									
		2.1.4.1. Renforce- ment des in- frastructures et des équipements	Difficultés budgétaires et non respect des textes dans l'allocation des enseignants	1. Construire et équiper 3600 salles de classe, réhabili- ter et équiper 2055 salles de classe sur la base d'une alloca- tion équitable en fonction des besoins exprimés par les communes	38 439 640	12 267 970	12 953 405	13 218 265	
		2.1.4.2 Renforce- ment du nombre d'enseignants qualifiés	Difficultés budgétaires et non respect des textes dans l'allocation des enseignants	2. Recruter sur poste 2469 enseignants qualifiés en favori- sant les candidatures féminines	3 631	1 209	1 211	1 212	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				3. Rémunération des enseignants en activité	176 660 729	58 348 179	58 943 389	59 369 162	
Sous-total				215 104 000					
2.1.5. : Renforcer le partenariat public/privé									
		2.1.5.1 Elaboration et mise en place d'un programme d'appui aux établis- sements privés	Difficultés budgétaires	1. Définir un cadre d'appui aux établis- sements privés et sa mise en œuvre	0				
		2.1.5.2. Renforce- ment du suivi dans les établissements privés	Non respect des programmes d'ensei- gnement	2. Améliorer l'inspec- tion et la formation continue des ensei- gnants du privé	100 000	33 289	33 343	33 368	
Sous-total				100 000					
Sous-objectif 2.2. AMELIORER LA RETENTION				6 004 050					
2.2.1. : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire									
	Proportion d'élèves ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent le cycle primaire (Taux d'achè- vement)	2.2.1.1. Consolida- tion et extension de la mise en œuvre de la politique du sous cycle	Les Directeurs résistent à l'application des textes	1. Elaborer et valider une politique et un plan d'action de sous cycles (avec un plan de communication) pour réduire le redoublement à 10% en 2015	113 800	113 800			
				2. Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique et le plan d'action du sous cycle	250 000	83 221	83 358	83 421	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				3. Concevoir et mettre en œuvre un dispositif pour l'encadrement des élèves en difficulté, notamment pendant les vacances scolaires	150 000	49 933	50 015	50 052	
		2.2.1.2. Réduction du nombre d'écoles primaires à cycle incomplet	Les Directeurs résistent à l'application des textes	Instaurer un système de classes jumelées (par sous cycle) dans les écoles à discontinuité éducative et les écoles à faibles effectifs et accompagner le processus par la création de classes complémentaires de façon à réduire le %tage d'écoles à discontinuité à 3,3% en 2015	2 750	915	917	918	
Sous-total				516 550					
2.2.2 : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés									
		2.2.2.1. Amélioration de la gestion des cantines scolaires et assurance de leur extension dans les zones les plus défavorisées	Difficultés budgétaires	1. Réaliser une étude de faisabilité sur la généralisation des cantines communautaires	25 000	25 000			
			Difficultés budgétaires	2. Renforcer le suivi-évaluation du fonctionnement des cantines communautaires	25 000	8 333	8 333	8 333	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
			Difficultés budgétaires	3. Maintenir les cantines scolaires existantes	4 500 000	1 497 984	1 500 445	1 501 571	
			Difficultés budgétaires	4. Création de nouvelles cantines scolaires à raison de 50 par an dans les zones les plus défavorisées	937 500	312 500	312 500	312 500	
Sous-total				5 487 500					
Sous-objectif 2.3 : Renforcer la qualité de l'enseignement au primaire				46 538 251					
2.3.1 : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement									
		2.3.1.1. Renforce- ment du système de formation dans les ENI	Difficultés budgétaires	1. Achéver la construction, l'équi- pement et la viabili- sation des 06 écoles normales d'institu- teurs régionales	1 500 000	499 328	500 148	500 524	
				2. Elaborer un cahier des charges pour fixer les normes réglementant l'ouverture et le fonc- tionnement des ENI privées	12 000	12 000			
				3. Evaluer le fonc- tionnement pédago- gique des ENI	30 000	30 000			
				4. Renforcer l'enca- drement pédago- gique au cours des stages de profession- nalisation	225 000	74 899	75 022	75 079	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				5. Réviser le système de certification dans les ENI publiques	5 000	5 000			
				6. Réviser le mode de recrutement et d'allocation des bourses des apprenants des ENI publiques	5 000	5 000			
				7. Renforcer la qualification des formateurs des ENI	200 000	66 577	66 686	66 737	
				8. Créer et assurer le fonctionnement d'une structure nationale de coordination et de suivi des ENI	25 000	25 000			
		2.3.1.2. Mise en œuvre de la politique de formation initiale et continue des enseignants	Difficultés budgétaires	Assurer la formation initiale et continue de 4500 élèves-maîtres entre 2013 et 2015	3 716 598	1 164 788	1 262 550	1 289 260	
		2.3.1.3. Renforcement en quantité et en qualité du personnel d'encadrement	Difficultés budgétaires	1. Assurer la formation initiale de 35 conseillers pédagogiques et de 50 inspecteurs au CFPEEN	150 000	150 000			
				2. Organiser des formations en cours d'emploi axée sur l'APC pour le personnel d'encadrement	200 000	66 577	66 686	66 737	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
			Insuffisance de per- sonnel ayant le profil d'accès	Réviser les critères d'accès au concours					
		2.3.1.4. Améliora- tion de l'encadre- ment pédagogique des enseignants	Difficultés budgétaires	1. Renforcer les capa- cités des directeurs d'écoles sur les 25 communes défava- vorisées au respect du temps scolaire, à la réduction des redoublements, à l'appui aux enfants en difficultés...	643 500	214 500	214 500	214 500	
				2. Evaluer le système actuel d'inspection et de visites de classe de façon à s'assurer que 60% des ensei- gnants reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP et 75% au moins des écoles reçoivent chaque année la visite d'ins- pecteurs ou de CP	25 004	8 346	8 312	8 346	
				3. Produire des rapports trimestriels des visites de classes et inspections par les CCS et les Directions départementales	15 000	4 993	5 001	5 005	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				4. Mettre en œuvre des activités d'animation pédagogique et de formation au niveau national, départemental et local	324 000	107 855	108 032	108 113	
				5. Poursuivre la construction et l'équipement de 40 centres de documentation pédagogique dans les circonscriptions scolaires	1 200 000	300 000	300 000	600 000	
		2.3.1.5. Renforcement de l'administration déconcentrée	Difficultés budgétaires Passation des marchés	1. Doter les DDEMP et les circonscriptions scolaires en matériels et en équipements	1 800 000	599 194	600 178	600 629	
				2. Assurer le fonctionnement des DDEMP	2 445 000	813 905	815 242	815 854	
				3. Assurer le fonctionnement des CS	1 500 000	499 328	500 148	500 524	
				4. Construire et réhabiliter les bâtiments des DDEMP et circonscriptions scolaires	1 500 000	499 328	500 148	500 524	
Sous-total				15 521 102					

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
2.3.2. : Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les Sous cycles									
		2.3.2.1. Actualisation et harmonisation des programmes et documents d'accompagnement pour les sous cycles 2 et 3	Difficultés budgétaires	1. Finaliser la rédaction des mesures correctives relatives aux 04 champs de formation (EA, ES EST et EPS)	150 000	150 000			
				2. Réécrire les guides d'enseignement des quatre champs de formation (Education Artistique (EA), Education Sociale (ES), Education Physique et Sportive (EPS) Education Scientifique et Technologique (EST)	150 000	49 933	50 015	50 052	
				3. Réécrire les manuels de français, de mathématique et les guides d'enseignement correspondants	150 000	49 933	50 015	50 052	
				4. Produire les manuels d'élèves et les guides d'enseignement correspondants en EST et en ES du CI au CM2 par appel à concurrence	6 000 000	1 997 312	2 000 593	2 002 095	
Sous-total				6 450 000					

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels	
					2013-2015	2 013	2 014	2 015		
2.3.3 : Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques										
		2.3.3.1. Dotation à chaque rentrée scolaire et à temps, des écoles en matériels didactiques et en manuels scolaires	*Caducité du programme de dotation des écoles en matériels didactiques *Difficultés budgétaires *Passation des marchés	1. Actualiser le programme de dotation des écoles en matériels didactiques	25 000	25 000				
			Faible utilisation de matériels pédagogiques dans les classes malgré une bonne disponibilité	2. Acquérir et distribuer des manuels scolaires en mathématiques et français, du matériel didactique ainsi que des kits scolaires	16 801 000	5 691 936	5 701 778	5 407 286		
Sous-total			Difficultés budgétaires	16 826 000						
2.3.4. : Promouvoir le bien être en milieu scolaire										
		2.3.4.1. Amélioration de la santé en milieu scolaire	Difficultés budgétaires	1. Sensibiliser les acteurs de l'école sur les questions de santé en milieu scolaire						
				Sensibiliser les acteurs de l'école sur les pratiques d'usage relatives aux questions de santé en milieu scolaire et les appliquer						
				2. Organiser des visites médicales périodiques au profit des enseignants	291 186	96 932	97 091	97 164		

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				3. Former les ensei- gnants sur les pra- tiques préventives contre les maladies récurrentes et déve- lopper des modules de formation pour les élèves	45 000	14 980	15 004	15 016	
				4. Construire 987 blocs de latrines dans les écoles	1 407 000	468 370	469 139	469 491	
				5. Implanter 100 points d'eau dans les écoles	1 500 000	375 000	375 000	375 000	
				6. Sensibiliser les élèves sur les pra- tiques préventives contre les maladies récurrentes, les grandes pandémies (VIH SIDA, etc.) et l'hygiène	225 000	74 899	75 022	75 079	
		2.3.4.2. Promotion du bien être des élèves par les activi- tés sportives, cultu- relles et artistiques	*Absence d'infrastruc- tures et d'équipements *Difficultés budgétaires	1. Mettre en place des infrastructures et équipements sportifs, culturels et artistiques au niveau des écoles	1 120 000	280 000	280 000	560 000	
				2. Appuyer les initia- tives visant à déve- lopper des activités sportives, culturelles et artistiques au niveau des écoles	200 000	66 577	66 686	66 737	
Sous-total				4 863 186					

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
2.3.5 Expérimenter les langues nationales à l'école primaire									
		2.3.5.1 Conception et mise en œuvre du mode opératoire	Inexistence de textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales	1. Elaborer les textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales en milieu scolaire	9 000	9 000			
				2. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'expérimentation des langues nationales dans 75 écoles primaires	600 000	200 000	200 000	200 000	
		2.3.5.2 Renforcement des capacités des membres du corps de contrôle et des enseignants	Inexistence de personnel d'encadrement à l'enseignement des langues nationales	1. Former le personnel du corps de contrôle (CP & Inspecteurs) à l'enseignement des langues nationales	100 000		100 000		
				2. Former les enseignants des écoles pilotes	200 000		200 000		
Sous-total				909 000					
2.3.6. Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement									
		2.3.6.1. Connaissance des problèmes spécifiques en lecture et en calcul	Faible utilisation du matériel pédagogique dans les classes malgré une bonne disponibilité	1. Réaliser une étude diagnostic sur la maîtrise des compétences fondamentales en lecture et en calcul	60 385	60 385			
		2.3.6.2. Remédiation aux problèmes observés en lecture et calcul		1. Réviser les méthodes d'enseignement au regard des conclusions de l'étude (instructions officielles)	30 000	30 000			

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				2. Mettre en place un dispositif d'évaluation des acquis et mettre en œuvre deux études (une nationale et une internationale)	147 000		49 000	98 000	
Sous-total				237 385					
2.3.7. Organiser les examens de fin de cycle									
		2.3.7.1. Organisation des examens de fin de cycle		1. Organiser les examens de fin de cycle	1 350 000	450 000	450 000	450 000	
Sous-total				1 350 000					
2.4. SOUS OBJECTIF : AMELIORER LA GESTION ET LE PILOTAGE				1 910 000					
2.4.1 Améliorer la gestion pédagogique									
		2.4.1.1. Renforcement du système d'évaluation des acquis des apprenants	Inadaptation des documents portant profil d'entrée et de sortie des apprenants	1. Elaborer/actualiser le document portant profil d'entrée et de sortie des apprenants	5 000	5 000			
			Inexistence des cadre réglementant le système d'évaluation des acquis	2. Elaborer/actualiser et mettre en place le cadre réglementaire du système d'évaluation des acquis des apprenants	5 000	5 000			
				3. Réaliser des enquêtes : i) sur le temps scolaire ; ii) sur le suivi des acquis scolaire sur échantillon	375 000	75 000	100 000	200000	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
		2.4.1.2. Assurance du respect des pro- grammes d'ensei- gnement	Le dispositif de pilotage des inspections est inadapté	1. Restructurer les organes d'inspec- tion et de contrôle sur la base d'un audit et des recommanda- tions du symposium des inspecteurs pédagogiques	20 000	6 667	6 667	6 667	
			Inexistence d'une poli- tique de manuel	2. Elaborer la po- litique du manuel scolaire	5 000	1 667	1 667	1 667	
				3. Elaborer un plan de développement du réseau documen- taire pédagogique	10 000	3 333	3 333	3 333	
		2.4.1.3. Amélioration du contrôle pédago- gique		Renforcer les visites de classe et les inspections	1 200 000	400 000	400 000	400 000	
Sous-total				1 620 000					
2.4.2 Améliorer la gestion financière									
		2.4.2.1. Développe- ment d'une culture de suivi de l'exécu- tion par le renforce- ment des capacités des cadres		Développer une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres	50 000	16 667	16 667	16 667	
Sous-total				50 000					
2.4.3. Améliorer la gestion des ressources humaines									
		2.4.3.1. Dotation des structures centrales et déconcentrées d'un personnel compétent	*Insuffisance de per- sonnels techniques et administratifs qualifiés *Mauvaise allocation du personnel existant	1. Elaborer un cadre organique de ges- tion des ressources humaines et suivi de sa mise en œuvre	20 000	6 667	6 667	6 667	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				2. Elaborer un plan de recrutement et suivi de sa mise en œuvre	10 000	3 333	3 333	3 333	
				3. Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi permanent et d'évaluation des agents	10 000	3 333	3 333	3 333	
		2.4.3.2. Dotation des établissements d'un personnel compétent	Insuffisance de personnels enseignants qualifiés	1. Elaborer un plan et mettre en œuvre la politique de formation initiale et continue des enseignants et suivre sa mise en œuvre	10 000	3 333	3 333	3 333	
				2. Elaborer la politique de recrutement des enseignants et suivre sa mise en œuvre	10 000	3 333	3 333	3 333	
		2.4.3.3. Assurance de l'allocation rationnelle et du maintien du personnel enseignant	Politisation de la gestion des ressources humaines	1. Définir des critères de postes vacants et d'affectation des enseignants par région, commune et école	10 000	3 333	3 333	3 333	
				2. Développer un progiciel pour les mutations et les affectations du personnel	50 000	16 667	16 667	16 667	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				3. Prendre en compte la disponibilité réelle en enseignants dans le processus de création et d'extension des établissements	10 000	3 333	3 333	3 333	
		2.4.3.4. Amélioration du suivi de la carrière du personnel de l'éducation		1. Analyser les modes de recrutement selon les principes de la décentralisation	60 000	60 000			
				2. Informatiser la gestion du personnel	50 000	25 000	25 000		
Sous-total				240 000					
2.5.1 Sous objectif : Renforcer le pilotage du système									
		2.5.1.1. Actualisation et application des textes réglementaires sur la décentralisation dans l'éducation	Non prise en compte des principes de la GAR dans les régissant la décentralisation	Renforcer la mise en place de la déconcentration/décentralisation et de l'implication des communautés					
		2.5.5.2. Amélioration de la capacité de gestion des structures centrales et déconcentrées	Inadéquation du profil poste emploi	1. Renforcer les capacités du personnel de l'administration centrale et déconcentrée	100 000	33 333	33 333	33 333	
				2. Elaborer un plan de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures administratives centrales et déconcentrées	20 000	6 667	6 667	6 667	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
				3. Expérimenter les contrats d'objectifs pour les écoles	10 000		10 000		
				4. Mise en œuvre du SIGE	1 500 000	500 000	500 000	500 000	
Sous-total				1 630 000					
OMD 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes									
2.1.2. : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire									
	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	2.1.2.1. Mise en œuvre des actions pour la scolarisation des filles	Influence des pesan- teurs socioculturelles et économiques	1. Poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles	1 500 000	499 328	500 148	500 524	
				2. Evaluer la mise en œuvre du Pro- gramme National de Scolarisation des filles	25 000	25 000			
				3. Développer des modules Equité/ Genre pour une sen- sibilisation commu- nautaire	30 000	9 987	10 003	10 010	
			Influence des pesan- teurs socioculturelles et économiques	4. Former le per- sonnel enseignant, les APE, les ONG et les élus locaux sur l'Equité/Genre dans l'éducation des enfants	120 000	39 946	40 012	40 042	

OMD prioritaires/ cibles	Indicateurs OMD	Interventions prio- ritaires	Goulots d'étrangle- ment prioritaires	Solutions accéléra- trices	COÛTS (en milliers de FCFA)				Partenaires potentiels
					2013-2015	2 013	2 014	2 015	
			Influence des pesan- teurs socioculturelles et économiques	5. Sensibiliser les parents pour une meilleure répartition des tâches domes- tiques	30 000	9 987	10 003	10 010	
				6. Réaliser une étude sur l'impact du confiage des enfants sur la scolarisation	15 000	15 000			
Sous-total				1 720 000					

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SECTEUR MORTALITÉ DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

PLAN D'ACTION 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
Cible 4.A. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Prévention des pathologies des nouveau-nés: (prévention de la prématurité, surveillance du travail de l'accouchement avec le partogramme et la prévention des infections)	a.1. Faible intégration et continuité des soins	a.1.1. Renforcement du plateau technique dans les Formations Sanitaires	630	315	315	210	420	UNICEF USAID
	4.2 Taux de mortalité infantile		a.1.2. Renforcement des capacités des agents	72	36	36	12	60	UNICEF USAID	
			a.2. Insuffisance de motivation axée sur les résultats: sanction positive et négative	Poursuivre l'extension du FBR	-			-	-	PRPSS BM
	4.3Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole	Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-Nés	b.1. Mauvais état des routes et pistes	Plaider pour l'aménagement des routes/pistes	PM					Ministère des TP
	Réduction de la mortalité infanto juvénile de 10% entre 2012 et 2015 soit de 70% en 2012 à 60 % en 2015	Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	b.2. Faible administration des soins essentiels aux nouveau-nés	Renforcer les capacités des prestataires sur les soins aux nouveau-nés	75	25	50	15	60	UNICEF USAID OMS
			b.3. Non disponibilité ou panne des ambulances	-Renforcer la dotation des hôpitaux en ambulance -Mettre en place et rendre fonctionnel un système de maintenance des ambulances	300	200	100	-	300	UNICEF USAID OMS PARDZ
			b. 4. Faible pouvoirs d'achat des populations	Améliorer le niveau de vie des populations	PM					
			b.5. Faible respect des directives pour la référence	-Poursuivre l'extension du TETU dans les formations sanitaires -Renforcer l'application de la PCIME						ARM3 BN

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Renforcement de la disponibilité des intrants (masque, ambu, sondes d'aspiration, aspirateur à pied, table chauffante, et médicaments d'urgence	C.1. Insuffisance de matériels médico-techniques	Acquisition et mise à disposition des équipements et matériels de réanimation sur une base factuelle						UNFPA OMS USAID PARDZ BN
		Renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition de pédiatres et /ou délégation de tâches	C.2. Insuffisance de ressources humaines	Recrutement de 20 personnes qualifiés complémentaires au profit des services pédiatriques de Référence	120			47	73	BN
		Introduction des méthodes injectables de contraception en milieu communautaire	C.3. Cadre institutionnel et légal pour introduire les injectables au niveau communautaire	Mettre en place le cadre institutionnel et légal pour introduire les injectables au niveau communautaire	PM					
		Renforcement de la disponibilité des intrants : produits contraceptifs, consommables, fongicibles et kit de PEC du RC	C.4. Difficulté dans la mobilisation des ressources	Acquérir des produits contraceptifs, antipaludiques, antibiotique, Orasel zinc,.....	250	125	125	12	238	UNFPA USAID BN

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Renforcement de la prise en charge du paludisme, de la pneumonie, de la diarrhée et de la PF au niveau des formations sanitaires et de la communauté	C.5. Faible application de la PCIME	-Renforcer les capacités des nouveaux agents sur la PCIME -Poursuivre le renforcement des capacités des prestataires sur la PF en milieu communautaire	150	75	75	00	150	BN USAID UNFPA
			C.6. Insuffisance des Relais Communautaires (RC)	Améliorer la couverture des villages en RC	180	90	90	00	180	UNICEF, BN USAID CARE URC-HCH Mairies
			C.7. Insuffisance de supervision des RC	Renforcer la supervision des RC par les chefs postes	15	7,5	7,5	5,6	1,9	UNICEF, BN CARE, USAID, URC-HCH Mairies
		Renforcement de la disponibilité des intrants : équipements et médicaments	Difficulté dans la mobilisation des ressources	- Acquérir des équipements pour les relais communautaires - Acquérir des médicaments et kit de prise en charge RC contraceptifs	90	45	45	00	90	UNICEF USAID CARE URC-HCH BN Mairies

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé	Non prise en compte des données du niveau communautaire par le SNIGS	Intégrer les données du niveau communautaire et du secteur privé dans les SNIGS	10	10	-	10	00	UNICEF USAID CARE URC-HCH BN Mairies
		Développement de partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions	Faible implication des mairies dans les problèmes de santé des populations	Prendre en charge des RC dans l'approche de financement bas sur la performance	300	150	150	30	120	UNICEF USAID CARE URC-HCH BN Mairies
		Renforcement de compétence des RC	Insuffisance de couverture des localités en RC formés	Former les RC sur paquet complet d'activités	36	18	18	6	30	UNICEF USAID CARE URC-HC BN Mairies UNFPA Coopération suisse
				Superviser les RC par les chefs poste	24	12	12	10	12	UNICEF, BN USAID, CARE URC-HCHMairies UNFPA Coopération suisse
		Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	Faible couverture des consultations d'enfants sains	Surveillance de l'état nutritionnel	60	30	30	10	50	UNICEF USAID CARE, BN URC-HCH Mairies
				Prise en charge de la malnutrition aiguë	120	60	60	25	95	UNICEF, BN USAID CARE URC-HCH Mairies

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SECTEUR SANTÉ MATERNELLE

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
Cible 5A : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité	5.1. Taux de mortalité maternelle Réduction de la mortalité maternelle de 50 points entre 2012 et 2015 soit de 397 p 100 000 NV en 2012 à 347 p 100 000 NV en 2015	Int A Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux	a.1 . Absence d'alignement des donateurs sur les besoins du pays	a.1.1.Renforcer l'alignement des donateurs sur les besoins et priorités du pays	PM					UNFPA, UNICEF, BN
			a.2. Financement insuffisant pour l'acquisition des équipements des SONU	a.2.1. Plaidoyer pour l'accroissement des ressources en faveur des équipements SONU vers les PTF et le budget national	500	90			180	UNFPA, UNICEF, BN
			a.3. Les audits des décès maternels sont irréguliers voire inexistants dans les formations sanitaires	a.3.1. Institutionnalisation et systématisation des comités et séances d'audits des décès maternels dans toutes les formations sanitaires du Benin	120	36			84	UNFPA, UNICEF, BN
				a.3.2 Extension des formations sur les audits à tous les prestataires des formations sanitaires	246	16			230	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG
				a.3.4 Organiser des comités et séances d'audits des décès maternels dans les communautés	20	05			15	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG
			Le système de référence et de contre référence est inopérant (état défectueux des routes, faiblesse du système d'orientation des patients, et insuffisance en ambulance)	Renforcer la coopération inter-secteur pour la prise en charge des urgences obstétricales (Ministère des TP et autres)	Sans coût	-			-	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
				Renforcer le système d'orientation des patients dans les formations sanitaires	15	07			08	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
				Améliorer la couverture et la fonctionnalité en ambulance	300	00			300	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
	5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	Int B Améliorer la couverture en accouchements assistés	a.1 Faible utilisation du partogramme pour la prise de décision en salle d'accouchement	a.1.1 Renforcement de la supervision formative auprès des prestataires des maternités	100	40			60	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
				a.1.2. Améliorer la disponibilité des visuels dans les salles d'accouchements	100	48			52	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
				a.1.3. Mettre en place des centres de référence dans chaque département pour la mise à jour des prestataires	Sans coût	-			-	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
			a.2. Nombre insuffisant de personnel qualifié (sage- femmes et gynécologues) dans les maternités	a.2.1. Recruter du personnel complémentaire (sage- femmes, médecins et gynécologues)	210	210			00	BN
				a.2.2. Renforcement de compétence des prestataires en place dans les centres de références régionaux	60	00			60	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
Cible 5.B: Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015	5.3 Taux de contraception	Int C Améliorer le taux de couverture en planification familiale	a.1. Difficultés de gestion de stocks des produits contraceptifs : rapports incomplets et rendus en retard, multitude de logiciels de gestion, etc.)	a.1.1. Retenir un seul logiciel de gestion des stocks et l'actualiser de manière consensuelle avec toutes les parties prenantes	Sans coût					USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
				Améliorer la disponibilité des données de consommation à bonne date des produits contraceptifs	45	00			45	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
			Non fonctionnalité du comité de sécurisation	a.1.2. Rendre fonctionnel le comité de sécurisation et assurer la régularité de la tenue de ses sessions	60	12			48	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG,OSC
			a.2. Financement insuffisant du pays au profit de l'achat des contraceptifs	a.2.1. augmenter la part du budget national consacré à l'achat des contraceptifs	150	12			138	BN
			a.1. Faible capacité des prestataires pour l'offre des méthodes de longue durée (DIU et implants)	a.1.1. Renforcer les compétences des prestataires en logistique contraceptive et en sécurisation des produits contraceptifs	198	27			171	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
				a.1.2. Améliorer les capacités par les supervisions intégrées et formatives en logistique contraceptive et en sécurisation des produits contraceptifs	60	12			48	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG,OSC
				a.2.2. Acquérir le matériel et les équipements pour l'offre des méthodes de longue durée	PM					USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
			a.1. Obstacles à l'accès aux services de planification familiale (faible implication des hommes, perceptions non favorables à la PF, conception pro nataliste des populations et mauvaise gestion des effets indésirables)	a.1.1. Intensification des activités de plaidoyer relatif aux facteurs culturels, en direction des hommes, des leaders traditionnels et religieux	92	18			74	ABMS, Pays Bas USAID, UNFPA, ABPF, BN,ONG

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
				a.1.2. Amélioration de l'offre spécifique à l'endroit des adolescents et jeunes y compris la lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, etc.	150	150			00	ABMS, Pays-Bas
				a.1.3. Améliorer le mécanisme de gestion des effets indésirables dus à la PF	15	5			10	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS,ONG
				a.1.4. Organisation des activités de mobilisation sociale couplée à l'offre gratuite de méthodes contraceptives (participation à la quinzaine de la CARMMA, etc)	450	65			385	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS
			a.2. Insuffisance des points d'offre complète des services de PF	a.2.1. Augmentation du nombre de points de services complets en PF	120	00			120	USAID, UNFPA, ABPF, BN
				a.2.2. Augmentation du nombre de points de services complets en PF spécifiques en SRAJ	450	450			00	ABMS, Pays-Bas

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES

PLAN D'ACTION 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014- 2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
OMD 6.Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies										
Cible 6.A. D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/ sida et commencer à inverser la tendance actuelle	6.1. En 2015, la prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans est égale à 0,35%	Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Difficultés à mobiliser les ressources pour organiser des campagnes de dépistage du VIH en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Rendre disponible les ressources nécessaires pour l'organisation de campagnes de dépistages en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	240	120	120	0	240	BN : 240 2014 : 120 2015 : 120
			Ruptures fréquentes de réactifs de dépistage	Plaidoyer auprès du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS	-	-	-	-	-	-
				Faire passer une communication en conseil des Ministres pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des réactifs	-	-	-	-	-	-
		Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Difficultés à mobiliser les ressources pour sensibiliser les jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Rendre disponible les ressources nécessaires pour l'organisation de journées mondiales de lutte contre le SIDA dans chaque département et au niveau national	50	25	25	0	50	BN : 50 2014 : 25 2015 : 25

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014- 2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG)	Rendre disponible (en complément des 96 618 420 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG)	149,2	0	149,2	96,6	52,6	FM : 96,6 BN : 52,6 2014 : 0 2015 : 52,6
		Intensification des interventions de lutte contre le SIDA en direction des MARP's (travailleuses du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, utilisateurs de drogues par voie intraveineuse, ...) en contractant avec des ONG	-	-	171,7	85,9	85,9	171,7	0	FM : 171,7
Cible 6.B. D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/ sida et commencer à inverser la tendance actuelle	6.2 En 2015, 50% au moins de la population déclare avoir utilisé le préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque	Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Idem aux goulots de l'OMD 6.1.	Idem aux solutions de l'OMD 6.1.	-	-	-	-	-	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1.
		Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Idem aux goulots de l'OMD 6.1	Idem aux solutions de l'OMD 6.1	-	-	-	-	-	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1.

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014- 2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
	6.3. En 2015, 20% de la population âgée de 15 à 24 ans a des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/SIDA (enquête de 2011-2012 a révélé que 4,6% seulement des jeunes avaient une connaissance complète)	Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Idem aux goulots de l'OMD 6.1.	Idem aux solutions de l'OMD 6.1.	-	-	-	-	-	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1.
		Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Idem aux goulots de l'OMD 6.1.	Idem aux solutions de l'OMD 6.1.	-	-	-	-	-	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1.

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014- 2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
	D'ici 2015, 97% des adultes et 90% des enfants au stade avancé de l'infection par le VIH ont accès à des médicaments antiviraux	Int A : Acquisition des ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH (64% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM)	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 36% d'ARV et de médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	Rendre disponible (en complément des 8.747.507.620 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial), les ressources nécessaires pour l'acquisition d'ARV et médicaments pour IO	13 648,7	11 165,7	2482,9	8 747, 5	49012	FM : 8 747,5 BN : 4 901,2 2014 : 3908,1 2015 : 993,1
			Lourdeur dans les procédures de passation de marchés	Faire passer une communication en conseil des Ministres pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des ARV	-	-	-	-	-	-
				Plaidoyer auprès du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS	-	-	-	-	-	-
			Difficulté d'approvisionnement des sites de prise en charge (mise en place des médicaments) et de suivi des activités connexes pour une utilisation efficiente de ces médicaments (supervision des agents chargés de la gestion et des agents qui prescrivent ces médicaments...)	Rendre disponible les ressources pour réaliser les activités connexes à l'acquisition des ARV : approvisionnement des sites, suivi de la gestion des ARV, supervision des agents qui prescrivent ces ARV...	40	20	20	0	40	BN : 40 2014 : 20 2015 : 20
		Total Intervention A			13 688,7	11 185,7	2 502,9	8 747, 5	4 941,2	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014- 2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Int B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH (62% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM)	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 38% des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH	Rendre disponible (en complément des 4 359 405 584 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition de 38% des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH	6 977,3	3 460,9	3516,3	4 359,4	2 617,9	FM : 4 359,4 BN : 2 617,9 2014 : 1 211,4 2015 : 1406,5
			Lourdeur dans les procédures de passation de marchés	Faire passer une communication en conseil des Ministres pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des réactifs pour les PVVIH	-		-		-	-
				Plaidoyer auprès du Fonds Mondial pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS	-	-	-	-	-	-

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014- 2015	Coûts estimatifs (en million de FCFA)					Partenaires potentiels
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Int C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH (62% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM)	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 38% des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	Prévision de lignes budgétaires sur PIP pour combler le gap pour l'achat de consommables ; Rendre disponible (en complément des 317 330 448FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition de 38% de consommables pour le suivi biologique de PVVIH	507,6	255,8	251,8	317, 3	190,3	F M : 317, 3 BN : 190,3 2014 : 89,6 2015 : 100,7
		Int D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge par des PVVIH	-	-	242,2	121,1	121,1	242,2	0	FM : 242,2

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions FCA)					
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
Cible6.C. D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencer à inverser la tendance	6.7. Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous moustiquaires imprégnés d'insecticide	Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014 (accès universel)	a.1. Retard dans le processus d'acquisition des MIILD sur financement Fonds Mondial	a.1.1. Demander au Fonds Mondial d'utiliser le mécanisme d'acquisition d'intrants groupée en faveur de plusieurs pays ou institutions (VPP) pour acquérir les MIILD de la campagne	0			0	0	MS CNC Principal Récipiendaire FMM
				a.1.2 acquérir des MIILD	14 451	14 451	0	14 451	0	PMI
				a.1.3 Distribuer des MIILD	1 211	1 211		1 211	0	PMI
				a.1.4. Réaliser les activités de mobilisation communautaire post campagne pour inciter à dormir MIILD	95	95		0	95,00	BN : 20
		Intervention B : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	RAS	RAS	0			0	0	
	6.8. Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés.	Intervention A : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	b.1. Faiblesse du système d'information et de gestion logistique (SIGL) en faveur des intrants de lutte contre le paludisme (TDR, MIILD, CTA, etc) qui s'exprime par la non remontée systématique des données au niveau national	b.1.1. Améliorer la fonctionnalité du Système d'Information et de Gestion Logistique (SIGL)	509,00	250	240	490	19	BN : 19 (Ministère des finances) PMI/USAID
				b.1.2. Appuyer sous l'égide de la DPMED, la mise en œuvre de réformes visant une gestion plus efficace des intrants de lutte contre les maladies prioritaires	75,00	35	40	0	75	BN : 15 (Ministère des finances) PMI/USAID
			b.2. Faible taux de diagnostic biologique des présomptions cliniques	b.2.1. Acquérir des tests de diagnostic (TDR) pour la confirmation des cas suspects de paludisme	778,05	18,41	759,63	0	778	BN : 50 Ministère des finances PMI/USAID BM FM Unicef

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions FCA)					
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
				b.2.2. Sensibiliser davantage les populations sur l'initiative présidentielle de prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes dans les formations sanitaires publiques afin de réduire au maximum le retard aux soins.	-	-	-	-	-	PNLP Partenaires PNLP Autres acteurs
				b.2.3. Accélérer la formation de tous les relais communautaires sur le diagnostic biologique du paludisme	138,28			138,28	0	
				b.2.4. Renforcer la supervision sur le diagnostic biologique du paludisme au niveau des secteurs public et privé	500	240	230	470	30	BN : 10 PMI
			b.3. Insuffisance des ressources pour acquérir les CTA	b.3.1. Acquérir les CTA pour le traitement des cas de paludisme à tous les niveaux	316	00	316	0	316	BN : 50 PMI/USAID BM FM Unicef
			b.4. Insuffisance de ressources humaines en santé qualifiée	b.3.1. Accélérer les réformes engagées dans le domaine de la gestion des RH en santé	0			0	0	- Ministère de la Fonction Publique - Ministère de la santé
Cible6.C. D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencer à inverser la tendance	6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie	Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	Absence de moyen logistique pour la réalisation de cette enquête d'envergure nationale	Mobiliser les ressources (matérielles, humaines et financières) nécessaires pour réaliser cette enquête	200				200	OMS Fonds Mondial Union Ministère de la Santé PNT

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions FCA)					
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Rendre fonctionnel l'état civil à disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose	Faiblesse du dispositif de déclaration des décès surtout ceux liés à la tuberculose	Sensibiliser les populations sur la nécessité de déclarer tous les cas de décès dus à la tuberculose	10				10	INSAE CEFOP DPP/MS PNT Fonds Mondial
			Manque de conscience professionnel de certains officiers de l'état civil qui n'enregistrent pas systématiquement les décès déclarés	Mettre en place un cadre fonctionnel de collaboration entre les ministères concernés (Plan, Santé, Intérieur, Justice, Affaires étrangères) pour rendre fonctionnel l'état civil afin de disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	5				5	INSAE Ministère de la Santé Ministère du Plan Ministère de la Justice Ministère de l'intérieur Ministère des Affaires étrangères PNT Fonds Mondial
		Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	Insuffisance dans la décentralisation du diagnostic microscopique de la tuberculose	Créer des centres de diagnostic microscopique dans les 10 communes non encore couvertes	2				2	Fonds Mondial Union PNT MS
			Faible implication des prestataires surtout du secteur privé dans la lutte contre la tuberculose	Poursuivre l'extension du partenariat public privé mixte (PPM-DOTS) vers les prestataires du secteur privé	52				52	Fonds Mondial Union PNT MS
			Faible implication des partenaires communautaires en l'occurrence des relais communautaires dans l'identification et la référence des suspects de tuberculose vers les centres de diagnostic	Réorganiser la collaboration avec les relais communautaires en s'inspirant des « expériences réussies » des autres projets et programmes de santé tels qu'AFRICARE, CRS, etc.	88				88	Fonds Mondial Union PNT AFRICARE CRS DNSP

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions FCA)					
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
			Insuffisance de ressources financières pour développer des stratégies de dépistage actif des cas de tuberculose jusque dans leurs milieux de vie	Faire des plaidoyers pour la mobilisation des ressources nécessaires pour développer des stratégies novatrices de dépistage actif de la tuberculose à l'instar de l'expérience TB REACH financée par l'OMS en 2011	563			450	113	Fonds Mondial Union PNT MS UNFPA UNICEF USAID
			Persistance de couches de la population peu informés sur la tuberculose	Identifier de nouveaux canaux porteurs de sensibilisation sur la tuberculose en vue d'améliorer la connaissance de toutes les populations sur cette maladie pour, in fine, les inciter à se rendre spontanément dans les centres de dépistage et de traitement	40			0	40	Fonds Mondial Union PNT MS
	6.10. Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation	Acquisition chaque année de médicaments antituberculeux de 1 ^{ère} et 2 ^e ligne pour le traitement des patients tuberculeux	Lourdeurs des procédures administratives d'approvisionnement des médicaments	Introduire une communication en conseil des ministres pour obtenir une dérogation spéciale pour l'acquisition des médicaments antituberculeux	200			198	2	MS PNT Fonds Mondial Union
			Dépendance du financement extérieur pour l'acquisition des médicaments	Rendre disponible en complément des ressources mobilisées sur le financement intérieurs pour l'acquisition des médicaments antituberculeux						
		Formation/recyclage tous les 2 ans des prestataires des centres de diagnostic de la tuberculose	Forte mobilité des agents des centres de diagnostic due aux affectations sans concertation préalable avec la coordination du PNT	Mettre en place un système de concertation entre les directions départementales de la santé, les coordinations de zone sanitaire et la coordination du PNT pour gérer les affectations des agents impliqués dans la prise en charge des patients	40			30	10	Fonds Mondial Union PNT DDS CZS MS

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions FCA)					
					Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
		Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins, des laboratoires de certains centres de diagnostic et des magasins de stockage des médicaments antituberculeux du niveau intermédiaire du programme	Lourdeurs des procédures administratives pour la réalisation des travaux de génie civil	Introduire une communication en conseil des ministres pour obtenir une dérogation spéciale pour accélérer les travaux de génie civil						Fonds Mondial Union PNT DRFM MS
				Construire les salles d'hébergement, de soins et les laboratoires	305 millions				305 millions	

CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET TRANSPORT

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

Interventions prioritaires			Coût total	Financement acquis (en millions)	Gap de finance- ment	Source de financement
	2014	2015				
Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou (100 km pour les Communes du Sud et du centre et 200 km pour les Communes du Nord).	73 176,000	40 000	113 176	8 000	113 176,000	FR, DANIDA, FED, PAYS BAS
Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin.	1 151		1 151	1 000	2 151	KFW
Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégues	0	0	0	200	1 000	UEMOA
AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE AKASSATO-BOHICON	47 871	43 224	91 095	108 370	4 695	BN, CHINE
Huit (08) sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme, dont trois (03) prioritairement dans les localités de : Azowlissè, Athiémé et Kessounou	875,500	875,500	1 751	385,322	1 751,000	BN
Huit (08) embarcadères/débarcadères construits, aménagements de trois (03) routes et deux (02) plans inclinés pour desservir certains de ces embarcadères/débarcadères	2 626,500	2 626,500	5 253	1 155,965	5 253,000	BN
Coût total	127 714,00	88 741,00	212 426,00	119 111,29	128 026,00	

